



**RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2  
DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

ROYAUME-UNI

La communication ci-après, datée du 15 septembre 2021 et adressée par le Royaume-Uni, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (document IP/C/28).

---

**INTRODUCTION**

Le présent rapport recense une série de projets de transfert de technologie gérés ou soutenus par le gouvernement du Royaume-Uni.

## ANNEXE<sup>1</sup>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Projets du Fonds de recherche sur les défis mondiaux (GCRF) financés par l'Engineering and Physical Sciences Research Council (EPSRC)</b>
	<b>Il convient de noter que cette entrée contient uniquement des détails concernant les financements accordés aux pays les moins avancés, mais que ces programmes du GCRF ont également accordé des financements à des pays à revenu faible, intermédiaire et intermédiaire de la tranche supérieure.</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Fournir des financements alloués au titre du GCRF pour un ensemble de défis relevant de la compétence de l'EPSRC. Les objectifs généraux du GCRF sont détaillés à l'adresse: <a href="https://www.ukri.org/research/global-challenges-research-fund/">https://www.ukri.org/research/global-challenges-research-fund/</a> .
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Engineering and Physical Sciences Research Council (EPSRC) dans le cadre de UK Research and Innovation (UKRI)
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Universités britanniques et organismes de recherche pouvant bénéficier de subventions de RCUK; établissements d'enseignement supérieur et autres organismes de recherche non britanniques; organismes à but non lucratif et du secteur privé disposant de capacités de recherche appropriées.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Cambodge, Népal, Ouganda République démocratique populaire lao, Rwanda
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Divers partenaires de projets, dont des organismes de recherche, des ONG, des responsables de gouvernement et des entreprises privées dans les PMA.
<b>Nature des incitations</b>	Projets de recherche conjoints avec des partenaires des PMA et projets incluant des PMA comme domaines d'étude.
<b>Implications financières</b>	Le budget total pour 9 projets est de 11,3 millions de GBP – ce montant couvre la participation des PMA ainsi que celle des partenaires à revenu intermédiaire et des partenaires britanniques.
<b>Domaine technologique</b>	Transfert de connaissances dans les domaines suivants: ingénierie; génie hydraulique; diagnostics de santé; prothèses et orthèses médicales; énergies renouvelables; systèmes énergétiques et utilisation décentralisée de l'énergie, modélisation des approches de gestion des soins de santé (par exemple suivi des maladies infectieuses), sciences mathématiques, sciences physiques.
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé; technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies de l'information et de la communication; technologies d'atténuation des effets du changement climatique.
<b>Résultats ou impact</b>	Le programme permettra de mettre en œuvre des activités axées sur le renforcement des connaissances et la résolution des défis spécifiques rencontrés par les PMA grâce à la recherche et à la technologie, et d'établir des partenariats multidisciplinaires mutuellement profitables entre les chercheurs du Royaume-Uni et de pays en développement en faveur du renforcement des capacités des PMA.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	La durée de ces projets varie de 1 à 4 ans, le dernier devant s'achever en septembre 2022. Il convient de noter que plusieurs projets ont été prolongés en raison de la pandémie mondiale.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="http://www.ukri.org">www.ukri.org</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Ellie Gilvin; <a href="mailto:ellie.gilvin@epsrc.ukri.org">ellie.gilvin@epsrc.ukri.org</a>

<sup>1</sup> En anglais et en français seulement.

Intitulé du projet/programme	Financements du GCRF pour la transposition de la recherche (NERC/BBSRC) – Amélioration durable de la production agricole et aquacole
<b>Objectif ou objet</b>	Ce programme vise à soutenir les projets de transposition qui produisent des résultats tangibles pour les utilisateurs dans les pays sous la forme de systèmes de production agricole/aquacole plus durables ou améliorés. Les projets doivent être mis au point et mis en œuvre en partenariat avec des collaborateurs non universitaires/organisations utilisatrices basés dans des pays bénéficiaires de l'APD.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	UKRI (BBSRC, NERC)
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Le programme est cofinancé par le Fonds de recherche sur les défis mondiaux géré par le BEIS et d'autres contributions au titre de l'APD.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Les organismes de recherche britanniques sont les premiers bénéficiaires des allocations au titre de ce programme. Tous les projets sont mis au point en collaboration avec des partenaires dans les pays (organisations non universitaires, y compris dans le secteur tertiaire, organisations du secteur privé ou du secteur public, comme les entreprises, les coopératives agricoles ou d'autres organisations utilisatrices).
<b>Nature des incitations</b>	Allocation en espèces pour les biens consommables et les frais de voyage. Au terme de ces projets, la voie vers l'application pourrait prendre la forme d'un accord de licence avec des tierces parties, la création d'une société dérivée ou la création d'une entreprise sociale.
<b>Implications financières</b>	3,2 millions de GBP alloués.
<b>Domaine technologique</b>	Biotechnologie et sciences biologiques, secteur de l'environnement naturel, agriculture, aquaculture.
<b>Catégorie de technologie</b>	Biotechnologie et biodiversité; technologies durables ou respectueuses de l'environnement; alimentation et agriculture
<b>Résultats ou impact</b>	Ce programme soutiendra: <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise au point de technologies qui améliorent l'efficacité, la résilience et l'incidence des systèmes de production sur l'environnement.</li> <li>- La transposition de biosciences fondamentales et appliquées en vue d'une application dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.</li> <li>- Le renforcement des capacités de recherche et d'innovation dans les pays inscrits sur la liste du CAD et le renforcement des liens en matière de collaboration internationale pour les travaux futurs.</li> <li>- Amélioration de l'accès au financement (public ou privé) à l'avenir pour les projets ayant permis de développer davantage des technologies.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	Jusqu'à 22 mois.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.ukcdr.org.uk/funding-call/sustainable-enhancement-of-agriculture-and-aquaculture-production-translation-call/">https://www.ukcdr.org.uk/funding-call/sustainable-enhancement-of-agriculture-and-aquaculture-production-translation-call/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="mailto:adam.bowen@bbsrc.ukri.org">adam.bowen@bbsrc.ukri.org</a> <a href="mailto:jennifer.wickens@nerc.ukri.org">jennifer.wickens@nerc.ukri.org</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds de recherche sur les défis mondiaux – Démonstration de l'impact, Cycles 1 (Phase 1) et 2 (Phase 1)</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Rassembler les atouts et les capacités du Royaume-Uni et des pays partenaires dans le domaine de l'innovation nourrie par les entreprises et de la commercialisation en exploitant leur potentiel collectif afin de contribuer à la réalisation des ODD dans les pays en développement.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Innovate UK par l'intermédiaire du Fonds de recherche sur les défis mondiaux
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les allocations sont accordées et administrées par Innovate UK.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Les PME du Royaume-Uni ont pu nouer des partenariats avec des organisations dans les PMA.
<b>Nature des incitations</b>	Allocations en espèces
<b>Implications financières</b>	Un montant pouvant atteindre 60 000 GBP a été accordé aux projets lors de la première phase, ceux-ci pouvant ensuite demander à bénéficier d'un montant plafonné à 500 000 GBP en vue de la deuxième phase, pour les 2 "cycles". Le budget total des subventions pour les 2 cycles s'élevait à 18,6 millions de GBP.
<b>Domaine technologique</b>	Un montant pouvant atteindre 60 000 GBP a été accordé aux projets lors de la première phase, ceux-ci pouvant ensuite demander à bénéficier d'un montant plafonné à 500 000 GBP en vue de la deuxième phase pour les 2 "cycles". Le budget total des subventions pour les 2 cycles s'élevait à 18,6 millions de GBP.
<b>Catégorie de technologie</b>	Biotechnologie et biodiversité; technologies liées à la santé; technologies durables ou respectueuses de l'environnement; alimentation et agriculture; technologies de l'information et de la communication; technologies d'atténuation des effets du changement climatique; autres
<b>Résultats ou impact</b>	<p>L'avantage principal escompté est le suivant:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faire en sorte que des produits et services innovants, abordables et accessibles soient mis au point et déployés grâce à ce type de collaboration entre le Royaume-Uni et les pays en développement (résultat), dans le but d'avoir un effet positif sur les objectifs mondiaux visés. Cela permettra aux populations des pays en développement (en particulier les populations pauvres et défavorisées) d'avoir accès à ces produits et services ou d'en bénéficier, ce qui modifiera positivement leur vie (impact). Les personnes pourront avoir directement accès à de nouveaux produits ou services ou en bénéficier si, par exemple, un gouvernement fournit des services de santé améliorés.</li> <li>2. Le pays en développement partenaire hérite de la valeur économique plus large du partenariat établi avec le Royaume-Uni et du déploiement de ces nouvelles solutions, contribuant ainsi à la croissance économique du pays.</li> </ol> <p>L'avantage secondaire escompté est le suivant:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Permettre aux entreprises britanniques de trouver de nouveaux débouchés pour leurs produits et services et éventuellement de nouveaux partenaires de R&amp;D (résultats), ce qui génèrera de la croissance et un rendement accru pour l'économie britannique (impact). Le financement du GCRF permet aux entreprises britanniques d'avoir accès à ces opportunités et de contribuer à relever les défis posés par les objectifs mondiaux mais aussi d'acquérir de nouvelles connaissances, compétences et expertises et d'accéder à de nouveaux marchés.</li> <li>2. Les nouveaux partenariats permettent également de positionner le Royaume-Uni en tant que "partenaire de choix" dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation aux yeux des principaux pays en développement, tant au niveau des entreprises qu'au niveau supérieur (engagement diplomatique/politique).</li> </ol>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Autre (Achévé. La phase 2 des 2 cycles a été annulée en raison de la réduction du financement au titre de l'APD.
<b>Durée et calendrier</b>	La phase 1 pour les projets du cycle 1 a été réalisée de mars 2020 à février 2021. La phase 1 des projets du cycle 2 a été réalisée d'octobre 2020 à juillet 2021.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://ktn-uk.org/global-alliance/gcrf-demonstrate-impact/">https://ktn-uk.org/global-alliance/gcrf-demonstrate-impact/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Jo Hill, Innovate UK <a href="mailto:jo.hill@innovateuk.ukri.org">jo.hill@innovateuk.ukri.org</a>

<b>Catalyseur des technologies agricoles – Volet de développement international</b>	
<b>Intitulé du projet/programme</b>	
<b>Objectif ou objet</b>	Le projet vise à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et le bien-être des populations pauvres en impliquant davantage le secteur privé, tant britannique qu'africain, dans l'innovation en matière d'agriculture et de systèmes alimentaires.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Innovate UK par l'intermédiaire du Fonds de recherche sur les défis mondiaux et du financement du FCDO
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les allocations sont versées par Innovate UK, lui-même financé par l'Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO) et le Fonds de recherche sur les défis mondiaux.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Chaque projet comprend au moins un partenaire du Royaume-Uni et un partenaire d'un pays en développement. Les organismes de recherche doivent s'associer à des entreprises privées.
<b>Nature des incitations</b>	Allocations en espèces
<b>Implications financières</b>	19,5 millions de GBP.
<b>Domaine technologique</b>	Agriculture et chaîne d'approvisionnement de qualité
<b>Catégorie de technologie</b>	Biotechnologie et biodiversité; technologies durables ou respectueuses de l'environnement; alimentation et agriculture
<b>Résultats ou impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accélération du rythme et de l'ampleur de l'adoption des innovations en matière de sécurité alimentaire et de systèmes alimentaires par les agriculteurs d'Asie du Sud et d'Afrique.</li> <li>- Accroissement des investissements du secteur privé dans l'intensification durable et l'innovation post-récolte.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	9 ans: de 2013 à 2022
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.gov.uk/international-development-funding/the-agri-tech-catalyst">https://www.gov.uk/international-development-funding/the-agri-tech-catalyst</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Kathryn Miller, Innovate UK <a href="mailto:kathryn.miller@innovateuk.ukri.org">kathryn.miller@innovateuk.ukri.org</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds pour la recherche mondiale – Liens urbains Afrique</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Établir des relations significatives et renforcer la confiance entre les écosystèmes d'innovation urbains du Royaume-Uni, de l'Afrique du Sud et du Kenya, en nouant des liens avec tout un éventail de parties prenantes dans les entreprises (PME et grandes entreprises), les milieux universitaires et la société civile (ONG, pôles technologiques), ainsi qu'avec de grands investisseurs mondiaux. Ces objectifs ont été atteints par Connected Places Catapult (engagé par Innovate UK) par le truchement de City Solutions Open Call, qui finance la collaboration entre les entreprises britanniques et des organisations sud-africaines ou kenyanes; City Hublinks, qui relie les pôles technologiques britanniques et africains; les rapports d'information sur les marchés et la plate-forme de collaboration en ligne.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Innovate UK a engagé Connected Places Catapult afin de soutenir les partenariats et d'apporter un appui à l'instauration de partenariats entre le Royaume-Uni et l'Afrique et d'accorder des subventions en espèces aux entreprises du Royaume-Uni collaborant avec des organisations kenyanes ou sud-africaines.
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Innovate UK par l'intermédiaire du Fonds de recherche sur les défis mondiaux
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Afrique du Sud; Kenya
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	Éthiopie
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Des organisations en Afrique du Sud et au Kenya, en collaboration avec des PME du Royaume-Uni, ont pu bénéficier de cette incitation.
<b>Nature des incitations</b>	Subventions en espèces d'une valeur comprise entre 25 000 et 40 000 GBP à des PME britanniques collaborant avec des organisations kenyanes ou sud-africaines dans le cadre d'un partenariat équitable, aux différents niveaux de subvention disponibles, parallèlement à la participation au programme plus vaste ULA qui fournit des analyses, des services de mise en place de partenariats et un soutien à l'établissement de réseaux.
<b>Implications financières</b>	1,8 million de GBP
<b>Domaine technologique</b>	Environnement/atténuation des effets du changement climatique
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies d'atténuation des effets du changement climatique
<b>Résultats ou impact</b>	<p>Avantages principaux:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Identification de 6 défis urbains dans les 6 villes africaines sélectionnées et introduction de 6 solutions en matière de technologie et d'innovation améliorant la qualité de vie de la population dans ces villes.</li> <li>2. Établissement de partenariats équitables pour le programme en cours en matière d'innovation et de partage de technologies entre des villes africaines et britanniques, les pôles d'innovation et les parties prenantes.</li> <li>3. Création d'une cohorte initiale de 6 villes africaines formées et prêtes à innover (d'autres villes apprenantes sont à l'étude).</li> </ol> <p>Avantages secondaires:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Introduction concrète et tangible de solutions innovantes mises au point par le Royaume-Uni pour faire face aux problèmes actuels de développement dans 2 pays africains et 6 villes africaines.</li> <li>2. Élaboration d'une proposition britannique innovante concernant les difficultés rencontrées par des villes africaines en matière d'urbanisation (la participation du Département du commerce international devrait accroître la probabilité d'effets positifs).</li> <li>3. Création d'un cadre pour l'innovation en Afrique par le biais de la participation du gouvernement britannique, qui pourra ensuite être reproduit dans une autre série de villes (participation intergouvernementale, faisant intervenir le Département du développement international (DFID) et les pôles de technologie et d'innovation du Département du numérique, de la culture, des médias et du sport (DCMS)).</li> </ol>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Achevé
<b>Durée et calendrier</b>	18 mois: 2019-2021

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds pour la recherche mondiale – Liens urbains Afrique</b>
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.urbanlinksafrica.com/">https://www.urbanlinksafrica.com/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Frances Medaney, Innovate UK <a href="mailto:frances.medaney@innovateuk.ukri.org">frances.medaney@innovateuk.ukri.org</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds de recherche mondiale – Catalyseur d'énergie</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le projet "Catalyseur d'énergie" accélère l'innovation nécessaire pour mettre un terme à la précarité énergétique. Grâce à un soutien financier et consultatif, à l'établissement de partenariats stratégiques et à la mise en évidence de nouvelles perspectives, le projet aide à commercialiser des technologies et des modèles commerciaux qui peuvent améliorer la vie des populations en Afrique et en Asie.  Pour être admises au bénéfice du projet, les entreprises doivent avoir pour objectif de développer des technologies et/ou des modèles commerciaux garantissant un approvisionnement sûr, à bas coût et à faibles émissions de carbone, en tenant compte également de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Innovate UK par l'intermédiaire du Fonds de recherche sur les défis mondiaux
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les subventions accordées aux entreprises, aux organismes de recherche et à d'autres entités proviennent d'Innovate UK, qui relève de UK Research and Innovation. Le programme est cofinancé par le FCDO, le Département des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle, le Fonds de financement international de l'action climatique et le Fonds de recherche sur les défis mondiaux.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Chaque projet comprend au moins un partenaire du Royaume-Uni (chef de file administratif) et, pour les projets à un stade avancé, au moins un partenaire d'un PMA admis à participer. Les organismes de recherche doivent s'associer à des entreprises privées.
<b>Nature des incitations</b>	Allocations en espèces et soutien non financier aux voyages et aux incubateurs d'entreprises.
<b>Implications financières</b>	Le budget total du projet "Catalyseur d'énergie" au titre de l'APD pour 2015-2024, y compris les dépenses autres que les allocations et les coûts d'exploitation, se répartit comme suit: - DFID: 40 millions de GBP - GCRF: 28,8 millions de GBP - Fédération internationale de coaching (ICF): 8 millions de GBP alloués.
<b>Domaine technologique</b>	Accès à l'énergie
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
<b>Résultats ou impact</b>	Accélérer l'accès à des services énergétiques abordables et propres pour les ménages pauvres et les entreprises d'Afrique subsaharienne ou d'Asie du Sud en soutenant le développement, les essais et/ou l'utilisation à plus grande échelle de technologies et de modèles d'entreprise innovants. Accroître les investissements du secteur privé dans l'innovation en matière d'accès à l'énergie.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	La composante d'APD des programmes a commencé en 2015 et il est prévu qu'elle se poursuive jusqu'en 2025 dans le cadre de projets individuels d'une durée comprise entre 6 mois et plus de 3 ans.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://energycatalyst.ukri.org/">https://energycatalyst.ukri.org/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Alice Goodbrook, Innovate UK <a href="mailto:alice.goodbrook@innovateuk.ukri.org">alice.goodbrook@innovateuk.ukri.org</a> +44 (0) 7826513670



Intitulé du projet/programme	Portefeuille de recherche en santé mondiale du Medical Research Council (MRC) [hors financements du FONDS NEWTON qui concernent principalement les pays à revenu intermédiaire]
<b>Objectif ou objet</b>	<p>Conserver un portefeuille substantiel de financements de recherche (allocations) géré par le MRC visant à améliorer la santé dans le monde grâce à des partenariats de collaboration entre les meilleurs chercheurs du monde et contribuer à l'aide au développement à l'étranger.</p> <p>Les projets de recherche composant le portefeuille de recherche en santé mondiale se concentrent sur l'amélioration des données factuelles issues de la recherche destinées à promouvoir la santé et le bien-être des populations dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le portefeuille comprend actuellement plus de 360 projets de recherche actifs dont la moitié environ se rapporte spécifiquement à la santé dans les pays les moins avancés (PMA). Les travaux de recherche à grande échelle menés au sein des unités du MRC en Afrique (Gambie <a href="http://www.mrc.gm">www.mrc.gm</a> et Ouganda <a href="http://www.mrcuganda.org">www.mrcuganda.org</a>) revêtent une importance particulière.</p>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Organismes de recherche britanniques pouvant bénéficier de subventions de recherche de l'UKRI
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Organismes de recherche dans les PMA pouvant bénéficier de subventions de recherche de l'UKRI
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Afghanistan; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Gambie; Guinée-Bissau; Lesotho; Madagascar; Malawi; Mali; Mozambique; Népal; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Zambie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature des incitations</b>	Le transfert de technologie se fait par la participation conjointe (Royaume-Uni et PMA) à des projets de recherche associant des chercheurs universitaires, du personnel technique, des organisations de recherche ou de santé et de services, des parties prenantes, des participants aux études et des décideurs politiques (ministères de la santé, par exemple). Le financement de la recherche contribue également au renforcement des capacités en termes de matériel de laboratoire, de formation et d'évolution de carrière.
<b>Implications financières</b>	Au cours de l'exercice 2020/21, le MRC a dépensé 111 millions de GBP pour les projets décrits dans le portefeuille de recherche en santé mondiale, dont la moitié environ se rapporte aux PMA.
<b>Domaine technologique</b>	Projets de recherche conjoints – connaissances mises en commun, approches méthodologiques, outils partagés, compétences, matériel partagé, accès partagé aux données et aux logiciels, renforcement des capacités et formation.
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies de l'information et de la communication

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Portefeuille de recherche en santé mondiale du Medical Research Council (MRC) [hors financements du FONDS NEWTON qui concernent principalement les pays à revenu intermédiaire]</b>
<b>Résultats ou impact</b>	<p>Le portefeuille de recherche en santé mondiale du MRC devrait fournir des données factuelles solides et accessibles permettant d'améliorer la santé et le bien-être humains pour un éventail de maladies prioritaires dans les PMA.</p> <p>Les projets de recherche faisant partie du portefeuille de recherche en santé mondiale du MRC développeront de nouvelles méthodes et approches et produiront de nouvelles connaissances issues de la recherche pour l'identification et la surveillance des pathogènes, le développement de diagnostics et de traitements, des interventions comportementales, des données factuelles pour appuyer la gestion et la prestation des systèmes de santé, des modèles prédictifs de transmission des maladies et des technologies de prévention améliorées pour un éventail de maladies infectieuses et non transmissibles prioritaires dans les PMA. Les résultats de la recherche sont signalés au MRC par l'intermédiaire du système ResearchFish et comprendront: des publications de recherche, des collaborations, le détachement de personnel, la diffusion d'idées, des rencontres scientifiques, des ateliers, l'influence sur les politiques, des outils et des méthodes de recherche, des bases de données, des logiciels, la propriété intellectuelle, le développement de produits et des entreprises d'essaimage.</p>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	
<b>Durée et calendrier</b>	
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds d'aide à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages</b>
<b>Objectif ou objet</b>	<p>Le commerce illégal d'espèces sauvages est un problème urgent à l'échelle mondiale. C'est une grave activité criminelle représentant entre 7 milliards et 17 milliards de GBP par an. En plus de menacer d'extinction certaines des espèces les plus emblématiques au monde, comme les éléphants et les rhinocéros, il porte préjudice à la croissance économique et au développement durable. Il est alimenté par la corruption et compromet la bonne gouvernance et la primauté du droit. Le gouvernement britannique est résolu à lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages. Le Fonds d'aide à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages soutient financièrement des projets pratiques dans le monde qui contribuent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au développement de moyens d'existence durables et au développement économique pour les personnes directement affectées par le commerce illégal d'espèces sauvages</li> <li>- au renforcement de l'application de la loi</li> <li>- à la mise en place de cadres juridiques efficaces</li> <li>- à la réduction de la demande de produits issus du commerce illégal d'espèces sauvages</li> </ul>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Le Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA) et l'Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO), par l'intermédiaire du programme d'aide publique au développement (APD)
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Organisations qui peuvent répondre aux exigences du Fonds, y compris en apportant la preuve que les bénéfices générés iront aux pays pouvant bénéficier de l'APD.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Kenya; Mali; Mongolie; Ouganda
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Organisations qui peuvent répondre aux exigences du Fonds, y compris en apportant la preuve que les bénéfices générés iront aux pays pouvant bénéficier de l'APD.
<b>Nature des incitations</b>	Elle varie en fonction du projet – voir les exemples figurant à la section 10.
<b>Implications financières</b>	Depuis 2014, plus de 27 millions de GBP ont été accordés par le Fonds d'aide à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages à 92 projets dans le monde. Tous les projets ne comprennent pas un transfert de technologie.

Intitulé du projet/programme	Fonds d'aide à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages
<p><b>Domaine technologique</b></p>	<p>Introduction ou amélioration de systèmes soutenant l'application efficace des mesures de lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages, par exemple les activités de lutte contre le braconnage.</p> <p>Exemples de projets incluant une composante en matière de transfert de technologie:</p> <p><i>TITRE DU PROJET: Renforcer les techniques de lutte contre le braconnage et agir contre le trafic d'espèces sauvages en Ouganda – Cycle 5</i>  Début: 01/04/2019  Fin: 31/03/2022  Partenaire principal: Société pour la conservation de la vie sauvage  Résumé: Ce projet a pour but de combler les lacunes cruciales en matière de capacité de l'Autorité ougandaise responsable des espèces sauvages (UWA) et d'autres organismes chargés de la sécurité et de l'application des lois dans le cadre de la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages. Sur demande de l'UWA, la WCS lui fournit une assistance technique, du matériel et des infrastructures, ainsi que des formations à la lutte contre la criminalité locale et internationale liée aux espèces sauvages. Cela renforcera la coordination et la coopération intersectorielles entre les organismes chargés de la sécurité et de l'application des lois par le biais de l'Équipe spéciale de coordination contre la criminalité liée aux espèces sauvages (NWCCTF) créée récemment. Ce projet a pour but de combler les graves lacunes en matière de capacités de l'Autorité ougandaise responsable des espèces sauvages (UWA) et d'autres organismes chargés de la sécurité et de l'application des lois dans le cadre de la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages. Sur demande de l'UWA, la WCS lui fournit une assistance technique, du matériel et des infrastructures et propose des formations à la lutte contre la criminalité locale et internationale liée aux espèces sauvages. Cela renforcera la coordination et la coopération intersectorielles entre les organismes chargés de la sécurité et de l'application des lois par le biais de l'Équipe spéciale de coordination contre la criminalité liée aux espèces sauvages (NWCCTF) dirigée par l'UWA.  FINANCEMENT: 449 927 GBP</p> <p><i>NOM DU PROJET: Lutter contre les réseaux de trafic transnational en ligne d'espèces sauvages en Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie et Singapour) PHASE 6</i>  Début: 01/03/2021  Fin: 31/08/2023  Partenaire principal: Durrell Institute of Conservation and Ecology (DICE), Université de Kent  Pour lutter contre le volume élevé de trafic transnational en ligne d'espèces sauvages en Indonésie, en Malaisie et à Singapour, le projet:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. élaborera et testera une série d'outils améliorés pour identifier, surveiller et signaler en ligne le commerce illégal d'espèces sauvages;</li> <li>2. formera les partenaires des pouvoirs publics, de la société civile et du secteur privé à l'utilisation de ces outils;</li> <li>3. mettra en œuvre une approche interinstitutionnelle grâce à ces outils afin de perturber considérablement les transactions en ligne liées au commerce illégal d'espèces sauvages;</li> <li>4. suivra, évaluera et diffusera les résultats du projet et incorporera les enseignements acquis afin d'améliorer continuellement la lutte contre ces activités.</li> </ol> FINANCEMENT: 360 348 GBP
<p><b>Catégorie de technologie</b></p>	<p>Biotechnologie et biodiversité; technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies de l'information et de la communication</p>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds d'aide à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages</b>
<b>Résultats ou impact</b>	<p>Les résultats varient en fonction des projets, mais peuvent comprendre:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- amélioration des informations en temps réel sur les activités de commerce illégal d'espèces sauvages dans les zones affectées par le braconnage;</li> <li>- des outils mis à disposition des communautés pour surveiller et notifier les activités illégales, les ressources naturelles critiques et les actions répressives;</li> <li>- des informations plus systématiques et plus faciles à partager concernant les procédures pénales et juridiques, notamment des bases de données.</li> </ul> <p>Les projets soutenus par le Fonds d'aide à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages devraient contribuer à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réduire les niveaux de braconnage;</li> <li>- fournir des outils pour lutter contre la corruption liée au braconnage;</li> <li>- améliorer la sécurité pour les communautés et soutenir les mesures visant à protéger les ressources naturelles dont dépendent les communautés.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	Les premières subventions ont été accordées en 2014. En cours.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://iwt.challengefund.org.uk/">https://iwt.challengefund.org.uk/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="mailto:IllegalWildlifeTrade@defra.gov.uk">IllegalWildlifeTrade@defra.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Formation des gardes forestiers dans le contexte du commerce illégal d'espèces sauvages</b>
<b>Objectif ou objet</b>	<p>Le commerce illégal d'espèces sauvages est un problème urgent à l'échelle mondiale. C'est une grave activité criminelle représentant entre 7 milliards et 17 milliards de GBP par an. En plus de menacer d'extinction certaines des espèces les plus emblématiques au monde, comme les éléphants et les rhinocéros, il porte préjudice à la croissance économique et au développement durable. Il est alimenté par la corruption et compromet la bonne gouvernance et la primauté du droit. Le gouvernement britannique est résolu à lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages.</p> <p>Une équipe militaire spéciale britannique de lutte contre le braconnage travaille pour former les gardes forestiers africains à une utilisation plus efficace et plus sûre des techniques de lutte contre le braconnage dans leurs efforts pour y mettre fin. Les travaux sont menés en partenariat avec les pays pour fournir un soutien à des activités telles que la localisation, la navigation, les communications et le partage de renseignements afin de contribuer au renforcement des capacités pour la lutte contre le braconnage.</p> <p>Ce travail permettra de rendre la lutte contre le braconnage plus sûre et plus efficace dans les endroits où des formations ont eu lieu; de mieux intégrer la lutte contre le braconnage et les communautés locales afin qu'à l'avenir les efforts de lutte prennent une dimension plus durable; d'améliorer l'efficacité des communications et du partage de renseignements entre les parcs et les pays; et d'améliorer le soutien apporté aux gardes forestiers et de les professionnaliser.</p> <p>Dans certains cas, de petites quantités de matériel léger (comme des compas, des sacs pour les patrouilles ou des réchauds) peuvent être achetées à l'intention des gardes forestiers pour leur garantir le matériel minimum nécessaire pour s'acquitter de leurs tâches. Des formations sont également dispensées pour une utilisation efficace des systèmes radio.</p>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Gouvernement du Royaume-Uni – financement du Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Un financement est accordé au Ministère de la défense et à l'armée britannique pour dispenser cette formation; ils travaillent directement avec les bénéficiaires dans les pays pouvant bénéficier de l'aide publique au développement (APD).
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Zambie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Parcs situés dans des pays pouvant bénéficier de l'aide publique au développement (APD) et pouvant démontrer que les avantages des travaux respectent les critères de l'APD.
<b>Nature des incitations</b>	Financement du renforcement des capacités/de la formation
<b>Implications financières</b>	Pour l'exercice financier 2021/22, 400 000 GBP ont été alloués à ce programme au titre de l'APD.
<b>Domaine technologique</b>	Amélioration des systèmes soutenant les activités de lutte contre le braconnage et la mise en œuvre de mesures efficaces pour lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages.
	Compétences telles que la localisation, la navigation, les communications, l'utilisation des systèmes radio et le partage de renseignements. Dans certains cas, de petites quantités de matériel léger (comme des compas, des sacs pour les patrouilles ou des réchauds) peuvent être achetées à l'intention des gardes forestiers pour leur garantir le matériel minimum nécessaire pour s'acquitter de leurs tâches.
<b>Catégorie de technologie</b>	Biotechnologie et biodiversité
<b>Résultats ou impact</b>	<p>La formation devrait contribuer à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réduire les niveaux de braconnage;</li> <li>- lutter contre la corruption liée au braconnage;</li> <li>- améliorer la sécurité et la sûreté pour les communautés et protéger les ressources naturelles</li> <li>- professionnaliser les gardes forestiers</li> <li>- permettre aux gardes forestiers de lutter contre le braconnage et protéger leurs ressources naturelles</li> </ul>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Formation des gardes forestiers dans le contexte du commerce illégal d'espèces sauvages</b>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	Le projet a débuté en 2018 et se poursuit.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="mailto:IllegalWildlifeTrade@defra.gov.uk">IllegalWildlifeTrade@defra.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Contribution du Royaume-Uni au Programme de coopération volontaire de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), géré par le Met Office.</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Travailler en partenariat avec les services météorologiques et hydrologiques nationaux des pays en développement pour qu'ils puissent à terme fournir durablement des services efficaces. Cela inclut la fourniture de matériel, d'activités de formation et un transfert de technologie. Veuillez noter que beaucoup de pays – mais pas tous – avec lesquels le travail en partenariat se fait sont des PMA.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	La contribution du Royaume-Uni au Programme de coopération volontaire de l'OMM est financée par le Programme de service météorologique public.
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les bénéficiaires sont principalement des services météorologiques nationaux de pays en développement.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Malawi; Ouganda; Sénégal; Tanzanie; Zambie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Les institutions des pays en développement bénéficiant du projet pourront: <ul style="list-style-type: none"> <li>- améliorer la protection de la vie et des biens à l'étranger grâce à la fourniture de services météorologiques publics durables (y compris la diffusion d'avertissements locaux);</li> <li>- maintenir et, si possible, améliorer la qualité des données d'observation et des prévisions disponibles à l'échelle mondiale.</li> </ul>
<b>Nature des incitations</b>	Les institutions des pays en développement bénéficiant du projet pourront: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la protection de la vie et des biens à l'étranger grâce à la fourniture de services météorologiques publics durables (y compris la diffusion d'avertissements locaux).</li> <li>- Maintenir et, si possible, améliorer la qualité des données d'observation et des prévisions disponibles à l'échelle mondiale.</li> </ul>
<b>Implications financières</b>	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2020 au 1 <sup>er</sup> juillet 2021. Budget: environ 806 693 GBP
<b>Domaine technologique</b>	Le soutien comprend: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Observations: soutenir les observations sensibles réalisées en altitude et par télédétection concernant les petites îles.</li> <li>- Renseignements concernant les prévisions météorologiques et diffusion de ceux-ci: y compris accès aux informations et aux données des modèles du Met Office et formation.</li> <li>- Soutien aux médias et aux communications (télévision, radio, Web) et diffusion effective des prévisions et des alertes.</li> <li>- Gestion des données climatiques: y compris un soutien en matière de logiciel et formation, afin de faciliter la gestion efficace des données et la fourniture de produits aux parties prenantes (nationales, régionales et mondiales).</li> <li>- Formation scientifique et formation en matière de gestion pour contribuer à renforcer les capacités.</li> <li>- Aide d'urgence, en particulier en cas de catastrophes naturelles.</li> </ul>
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies de l'information et des communications; technologies d'atténuation des effets du changement climatique
<b>Résultats ou impact</b>	Le soutien comprend: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Observations: soutenir les observations sensibles réalisées en altitude et par télédétection concernant les petites îles.</li> <li>- Renseignements concernant les prévisions météorologiques et diffusion de ceux-ci: y compris accès aux informations et aux données des modèles du Met Office et formation.</li> <li>- Soutien aux médias et aux communications (télévision, radio, Web) et diffusion effective des prévisions et des alertes.</li> <li>- Gestion des données climatiques: y compris un soutien en matière de logiciel et formation, afin de faciliter la gestion efficace des données et la fourniture de produits aux parties prenantes (nationales, régionales et mondiales).</li> <li>- Formation scientifique et formation en matière de gestion pour aider à renforcer les capacités.</li> <li>- Aide d'urgence, en particulier en cas de catastrophes naturelles.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Autre (en cours – Le programme se poursuivra dans le cadre de l'engagement du Service météorologique public/Royaume-Uni auprès du Programme de coopération volontaire de l'OMM.)



<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Contribution du Royaume-Uni au Programme de coopération volontaire de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), géré par le Met Office.</b>
<b>Durée et calendrier</b>	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2020 au 1 <sup>er</sup> juillet 2021
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.metoffice.gov.uk/about-us/what/working-with-other-organisations/international/development/vcp">https://www.metoffice.gov.uk/about-us/what/working-with-other-organisations/international/development/vcp</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Karen McCourt, UK VCP Manager, Met Office ( <a href="mailto:karen.mccourt@metoffice.gov.uk">karen.mccourt@metoffice.gov.uk</a> )

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>AT2030, Technologies d'assistance qui changent la vie et sont accessibles à tous</b>
<b>Objectif ou objet</b>	<p>AT2030 teste "ce qui fonctionne" pour améliorer l'accès de tous aux technologies d'assistance qui changent la vie. Le consortium AT2030 rassemble des partenaires qui n'étaient pas traditionnellement spécialisés dans les technologies d'assistance, des experts, des innovateurs et des utilisateurs de technologies d'assistance pour éprouver des idées et réflexions nouvelles.</p> <p>Les innovations sont mises à l'essai dans 3 domaines: les interventions menées par les acteurs locaux, les interventions axées sur les systèmes et les interventions axées sur le marché, elles-mêmes divisées en groupes de programmes, à savoir données et éléments probants, innovation, mise en œuvre dans les pays et capacités et participation.</p>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO)
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Subventions aux institutions et organisations partenaires britanniques et internationales travaillant sur la recherche et l'innovation concernant les technologies d'assistance et les innovateurs dans ce domaine. Accordées par le FCDO par l'intermédiaire du gestionnaire et de l'administrateur de la subvention, Global Disability Innovation Hub CIC.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Bangladesh; Gambie; Libéria; Malawi; Ouganda; Rwanda; Sierra Leone; Zambie.
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Le programme s'adresse principalement aux pays à revenu faible et à revenu intermédiaire en Afrique et en Asie du Sud, y compris à plusieurs PMA. Chaque projet fait intervenir au moins un partenaire d'un pays en développement, y compris du PMA dans lequel nous travaillons. Les organismes de recherche et d'innovation britanniques s'associent à des organismes de recherche et d'innovation locaux.
<b>Nature des incitations</b>	Le projet AT2030 fournit aux innovateurs en matière de technologies d'assistance un financement sous forme d'allocations et un soutien personnalisé à la création d'entreprises, y compris une assistance technique pour le développement de produits apportée par des experts mondiaux. En outre, AT2030 permet d'accéder au matériel didactique et à des possibilités de mentorat, facilitant le courtage et la mise en relation de partenaires, d'investisseurs et d'experts et l'accès à un réseau mondial croissant de pionniers et d'innovateurs dans le domaine du handicap.
<b>Implications financières</b>	<p>Fonds d'impact pour les technologies d'assistance: 3,3 millions de GBP</p> <p>Budget alloué pour les évaluations des capacités des pays: 1,2 million de GBP</p> <p>Budget alloué au reste du programme pour faciliter le transfert de technologies: 1,7 million de GBP</p>
<b>Domaine technologique</b>	Domaines ou secteurs dans lesquels s'inscrivent les activités d'AT2030: technologies d'assistance, soins de santé, coordination mondiale, recherche, éléments probants et impact, innovation en matière de technologies d'assistance, façonnage du marché, éducation, normes mondiales, travail au profit de la communauté.
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé; technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies de l'information et des communications; autres (éducation, innovation en matière de technologies d'assistance)

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>AT2030, Technologies d'assistance qui changent la vie et sont accessibles à tous</b>
<b>Résultats ou impact</b>	<p>Fin mars 2021, le programme AT2030 avait obtenu les résultats suivants et eu l'incidence décrite ci-après. Il convient de noter que si une partie du programme AT2030 (environ 33%) est réalisée dans ou pour les PMA, les statistiques ne sont pas ventilées par PMA uniquement (sauf indication contraire). Bon nombre des biens publics mondiaux produits dans le cadre du programme seront toutefois pertinents aussi bien pour les PMA que pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le programme a permis de fournir directement et indirectement des technologies d'assistance ou des services ou programmes connexes à 12 millions de personnes.</li> <li>- 7 nouveaux modèles visant à améliorer l'accès aux technologies d'assistance ont été testés et ont commencé à être déployés en privilégiant les technologies innovantes, les entreprises spécialisées dans ces technologies, la fourniture de services innovants, les modèles et le soutien des capacités mondiales. Ce sont des biens publics mondiaux, particulièrement pertinents pour les PMA.</li> <li>- Le programme a été l'occasion d'élaborer 32 outils liés aux technologies d'assistance et de partager des enseignements pour aider les PMA et les organismes internationaux travaillant dans les PMA à améliorer l'accès aux technologies d'assistance. Ce sont des biens publics mondiaux qui sont accessibles à tous mais qui sont particulièrement pertinents pour les PMA et les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.</li> <li>- 55 partenariats ont été établis avec des organisations et ont bénéficié d'un soutien afin d'améliorer l'accès aux technologies d'assistance et aux services connexes.</li> <li>- Fonds d'impact pour les technologies d'assistance (des activités pilotes sont actuellement menées dans 3 PMA: Ouganda, Sierra Leone et Togo. Elles stimuleront la demande, amélioreront l'offre de technologies d'assistance et créeront un environnement commercial plus favorable et durable.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	D'octobre 2018 à septembre 2024.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.at2030.org/">https://www.at2030.org/</a> <a href="https://atimpactfund.com/">https://atimpactfund.com/</a> <a href="https://www.disabilityinnovation.com/who-we-are/where-we-work">https://www.disabilityinnovation.com/who-we-are/where-we-work</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Joel Burman, Directeur des opérations, Global Disability Innovation Hub, tél.: 0203 108 6577 <a href="mailto:j.burman@ucl.ac.uk">j.burman@ucl.ac.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds mondial pour l'innovation</b>
<b>Objectif ou objet</b>	<p>Le Fonds mondial pour l'innovation est un organisme caritatif indépendant créé conjointement par le Royaume-Uni et les États-Unis en 2014 et qui est désormais cofinancé par divers donateurs bilatéraux, fondations et entreprises. Il investit dans des innovations qui améliorent la vie de millions de personnes à faible revenu dans les pays en développement. Par le biais de dons et de capitaux à risque (débit, actions, obligations, etc.), le Fonds investit dans des innovations qui présentent un risque mais qui offrent des perspectives de bénéfices importants pour des millions de personnes.</p> <p>Les 5 innovations les plus abouties du Fonds mondial pour l'innovation ont généré à elles seules plus de 400 millions d'USD en avantages sociaux au cours des 5 dernières années, dont 84 millions d'USD directement attribuables aux investissements du Fonds (selon les calculs du taux de rendement social du Fonds). D'ici 2030, le Fonds mondial pour l'innovation prévoit que les innovations qu'il soutient amélioreront les moyens de subsistance de 130 millions de personnes. Le Royaume-Uni s'est engagé à allouer 50 millions de GBP au Fonds mondial pour l'innovation entre 2014 et 2022.</p>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Fonds mondial pour l'innovation
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Tout type d'organisation peut demander à bénéficier du Fonds. Il peut s'agir d'entreprises à vocation sociale, d'entreprises à but lucratif, d'organisations à but non lucratif, d'organismes publics, d'organisations internationales et d'organismes de recherche. Les innovateurs, entrepreneurs ou chercheurs doivent présenter leur demande par l'intermédiaire d'une organisation affiliée.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Fonds mondial pour l'innovation
<b>Nature des incitations</b>	Formation des élèves aux responsabilités, à l'entrepreneuriat et à l'entrée dans la vie active; formation des petits exploitants agricoles; soutien des pouvoirs publics.
<b>Implications financières</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet "Educate" (Eduquer): 0,61 million d'USD (dont 38%, soit 0,23 million d'USD, financés par le FCDO)</li> <li>- Projet "One Acre Fund" (Fonds Un Acre): 15 millions d'USD (dont 39%, soit 5,85 millions d'USD, financés par le FCDO)</li> <li>- Projet "Behaviour Insights Team" (Équipe spécialisée dans les sciences du comportement): 3,9 millions d'USD (dont 46%, soit 1,8 million d'USD, financés par le FCDO)</li> </ul>
<b>Domaine technologique</b>	<p>Le Fonds mondial pour l'innovation repose sur la conviction que l'innovation peut venir de n'importe qui et de n'importe où. Les personnes de tous les secteurs peuvent demander à être admises au bénéfice du programme.</p> <p>Les projets de transfert de technologie que le Fonds a financés dans les PMA sont, entre autres, les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le projet "Educate" dispense une formation aux responsabilités, à l'entrepreneuriat et à l'entrée dans la vie active aux élèves de l'enseignement secondaire ainsi qu'un mentorat dans ces domaines et évalue rigoureusement l'incidence du projet.</li> <li>- Le projet "One Acre Fund" fournit aux petits exploitants agricoles un programme de crédits et des intrants agricoles, dispense des formations, crée des liens avec le marché et évalue rigoureusement l'incidence du projet.</li> <li>- Le projet "Behaviour Insights Team" aide les autorités publiques à s'appuyer sur les sciences du comportement pour concevoir les services publics ou les remanier de façon à améliorer leur efficacité et à aider les citoyens à faire des choix plus éclairés.</li> </ul>
<b>Catégorie de technologie</b>	Alimentation et agriculture, autre (services publics, éducation)
<b>Résultats ou impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet "Educate": Bénéficiaires directs: 160 000 élèves</li> <li>- Projet "One Acre Fund": Bénéficiaires directs/nombre total de personnes ayant bénéficié du projet: 1,1 million d'agriculteurs/5,5 millions de personnes</li> <li>- Projet "Behaviour Insights Team": Bénéficiaires directs: plus de 11 millions de personnes</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds mondial pour l'innovation</b>
<b>Durée et calendrier</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonds mondial pour l'innovation: créé en 2014</li> <li>- Projet "Educate": financement par le Fonds mondial pour l'innovation: 2015-2021</li> <li>- Projet "One Acre Fund": financement par le Fonds mondial pour l'innovation: 2016-2021</li> <li>- Projet "Behaviour Insights Team": financement par le Fonds mondial pour l'innovation: depuis 2016, financement maintenu</li> </ul>
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.globalinnovation.fund/">https://www.globalinnovation.fund/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Luisa Odell, Innovation Advisor, Technology and Innovation Unit, <a href="mailto:luisa.odell@fcdo.gov.uk">luisa.odell@fcdo.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Zoonoses et systèmes d'élevage émergents (ZELS)</b>
<b>Objectif ou objet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire l'incidence des zoonoses sur les populations pauvres et leur bétail en générant de nouvelles connaissances et éléments probants qui permettent d'atténuer les risques liés aux zoonoses.</li> <li>- Établir des partenariats interdisciplinaires et multidisciplinaires mutuellement profitables entre les chercheurs du Royaume-Uni et des pays en développement et renforcer les capacités scientifiques à long terme des partenaires du Sud.</li> </ul>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Conseil sur la recherche en biotechnologie et en sciences biologiques du Royaume-Uni et FCDO
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Des subventions sont accordées par le gouvernement britannique par l'intermédiaire du FCDO, du Conseil sur la recherche en biotechnologie et en sciences biologiques, du Conseil sur la recherche médicale, du Conseil de recherches en sciences économiques et sociales, le Conseil de recherches sur l'environnement naturel et le Laboratoire scientifique et technologique de la défense.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Établissements universitaires
<b>Nature des incitations</b>	Allocation
<b>Implications financières</b>	Nouveaux dons pour la recherche d'une valeur de 20,5 millions de GBP
<b>Domaine technologique</b>	Technologies/innovations d'intérêt pour la surveillance des maladies zoonotiques, y compris vaccins, méthodes de recherche et essais sur le terrain.
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé; alimentation et agriculture
<b>Résultats ou impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Données scientifiques éclairant le choix d'options de prévention et de contrôle fondées sur les risques économiques susceptibles de contribuer à la diminution des risques d'occurrence, prévenir la transmission et réduire l'incidence des principales maladies zoonotiques. 15 étudiants du Royaume-Uni et de pays en développement suivront une formation doctorale dans le domaine de la recherche liée aux ZELS.</li> <li>- Renforcement des capacités scientifiques des pays en développement partenaires. Une subvention de 1,5 million de GBP a été réservée à cette fin. Amélioration de la santé et du bien-être des animaux et des humains et protection de l'environnement.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	10 ans: de 2012 à 2022
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="http://www.bbsrc.ac.uk/funding/opportunities/2012/zoonoses-emerging-livestock-systems">http://www.bbsrc.ac.uk/funding/opportunities/2012/zoonoses-emerging-livestock-systems</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Duncan Barker, Livelihoods Adviser, FCDO, Abercrombie House, Eaglesham Road, East Kilbride, Glasgow G75 8EA Tél.: +44 7469 121997

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Catalyseur des technologies agricoles – Volet de développement international</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le projet vise à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et le bien-être des populations pauvres en impliquant davantage le secteur privé, tant britannique qu'africain, pour soutenir le développement d'une agriculture et de systèmes alimentaires durables, productifs et résistants aux phénomènes climatiques. Le programme mettra au point de nouvelles innovations dans le domaine agricole qui seront appliquées dans les pays en développement.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Les subventions sont accordées par l'agence Innovate UK, elle-même financée par le FCDO.
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Chaque projet comprend au moins un partenaire du Royaume-Uni et un partenaire d'un pays en développement. Les organismes de recherche doivent s'associer à des entreprises privées.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Népal; Zambie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Chaque projet comprend au moins un partenaire du Royaume-Uni et un partenaire d'un pays en développement. Les organismes de recherche doivent s'associer à des entreprises privées.
<b>Nature des incitations</b>	Allocations en espèces
<b>Implications financières</b>	19,5 millions de GBP.
<b>Domaine technologique</b>	Technologie/innovation présentant un intérêt pour la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires, y compris le bétail, la pêche, la production de cultures primaires, la transformation, la distribution, l'entreposage, la vente au détail, la commercialisation, la qualité nutritionnelle et la sécurité sanitaire des produits alimentaires.
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; alimentation et agriculture
<b>Résultats ou impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accélération du rythme et de l'ampleur de l'adoption des innovations en matière de sécurité alimentaire et de systèmes alimentaires par les agriculteurs d'Asie du Sud et d'Afrique.</li> <li>- Accroissement des investissements du secteur privé dans l'intensification durable et l'innovation post-récolte en Asie du Sud et en Afrique.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	9 ans: de 2013 à 2022
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="http://www.bsarc.ac.uk/funding/opportunities/2012/zooses-emerging-livestock-systems">http://www.bsarc.ac.uk/funding/opportunities/2012/zooses-emerging-livestock-systems</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Duncan Barker, Livelihoods Adviser, FCDO, Abercrombie House, Eaglesham Road, East Kilbride, Glasgow G75 8EA Tél.: +44 7469 121997

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fourniture de nouveaux vaccins et produits thérapeutiques par le biais d'un soutien à l'Alliance mondiale pour les médicaments vétérinaires destinés au bétail (GALVmed)</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Aider les populations pauvres en Afrique et en Asie à protéger leur bétail, leurs moyens de subsistance et leur santé en développant et en fournissant des produits vétérinaires à fort impact et en encourageant le développement du marché de la santé animale dans les pays en développement. Le projet vise à réduire les risques de maladies du bétail en mettant au point des vaccins moins chers, plus efficaces (offrant une immunité plus forte et plus durable) et plus efficaces (c'est-à-dire qui traitent plusieurs maladies en un seul vaccin et peuvent être facilement transportés et fournis) que les vaccins actuels et en procurant aux agriculteurs. Il vise à résoudre deux problèmes interdépendants: premièrement, le fait que les produits actuels ne sont pas disponibles ou ne sont pas adaptés aux marchés des petits exploitants des pays en développement et ne répondent pas à la demande; deuxièmement, en raison de la faiblesse de la demande, il n'existe pas de réseaux de distribution commerciale pour acheminer les produits jusqu'aux utilisateurs finaux.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	FCDO
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Le FCDO fournit un soutien à la GALVmed qui est un organisme de bienfaisance enregistré à but non lucratif basé à Édimbourg et disposant de bureaux à Nairobi et en Asie du Sud. GALVmed est un organisme spécialisé dans le développement de nouveaux produits zoosanitaires répondant à la demande des pays en développement, qui sont ensuite transférés aux partenaires commerciaux dans ces pays.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Népal; Sénégal; Tanzanie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	GALVmed collabore avec les des gouvernements nationaux, des fournisseurs de produits vétérinaires privés et l'agro-industrie dans les pays en développement, pour aider à l'instauration de réseaux commerciaux durables afin de relier les agriculteurs aux marchés des produits zoosanitaires et créer un cadre réglementaire favorable à l'importation et au déploiement de nouveaux produits par le secteur privé.
<b>Nature des incitations</b>	Les incitations se composent à la fois de contrats commerciaux et de subventions de recherche pour encourager le développement de nouveaux vaccins plus efficaces, soutenir les partenaires commerciaux cherchant à obtenir leur homologation et renforcer les capacités de production. Soutien financier pour le développement d'entités commerciales capables d'accéder à la nouvelle technologie liée à la production de vaccins des vaccins et d'établir des réseaux de distribution commerciale effectifs et durables.
<b>Implications financières</b>	12,6 millions de GBP.
<b>Domaine technologique</b>	Technologies liées à la santé; alimentation et agriculture
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé; alimentation et agriculture
<b>Résultats ou impact</b>	Amélioration de la santé animale, réduction des risques de maladies du bétail pour les humains et les animaux, augmentation de la productivité agricole, amélioration des revenus, de la nutrition et de la santé.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De juin 2018 à mars 2023.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.galvmed.org">https://www.galvmed.org</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Alan Tollervey, Livelihoods Adviser, FCDO, Abercrombie House. Eaglesham Road, East Kilbride, Glasgow, G75 8EA Tél.: +44 7469 122 111



<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Technologies de la santé mondiale et recherche en développement de produits du FCDO</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Mettre au point de nouvelles technologies de la santé humaine (diagnostic, médicaments, vaccins, etc.) et faire en sorte qu'elles soient acceptables, abordables et disponibles pour ceux qui en ont besoin dans les pays à faible revenu.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Le gouvernement britannique fournit un soutien à différentes organisations, y compris dans le cadre de partenariats public-privé pour le développement de produits, qui sont des organisations à but non lucratif basées dans différents pays et collaborant avec des partenaires à travers le monde, en fonction de la maladie et du type de technologie développée.
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Dans chaque pays, un organisme de recherche coopère avec un grand nombre d'institutions de santé internationales, nationales et régionales, de gouvernements nationaux, d'organisations gouvernementales régionales, d'entreprises du secteur privé, de grandes organisations de recherche et d'institutions.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Chaque organisme de recherche coopère avec un grand nombre d'institutions de santé internationales, nationales et régionales, d'entreprises du secteur privé, de grandes organisations de recherche et d'institutions dans de nombreux pays.
<b>Nature des incitations</b>	Subventions et soutien en nature pour le développement de produits, à toutes les étapes du développement, y compris la validation des concepts, les essais cliniques, le transfert de technologie, le coût de l'approbation réglementaire, l'accès, la fabrication et la commercialisation.
<b>Implications financières</b>	373 millions de GBP.
<b>Domaine technologique</b>	Santé humaine (produits destinés à la santé humaine, y compris du matériel de diagnostic, des médicaments, des vaccins, des microbicides, des insecticides, etc.)
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé
<b>Résultats ou impact</b>	Amélioration de la santé humaine, vies sauvées, réduction de l'incidence de la résistance aux antimicrobiens.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De 2017 à 2022
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	s.o.
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Dr Jo Mulligan, Team Leader, Health Research, Research and Evidence Division, FCDO <a href="mailto:jo.mulligan@fcdo.gov.uk">jo.mulligan@fcdo.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Recherches du FCDO sur la sécurité sanitaire mondiale et la préparation aux épidémies</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Mettre au point de nouvelles technologies de la santé humaine (diagnostic, médicaments, vaccins, etc.) pour faire face aux maladies épidémiques, y compris la COVID-19, et faire en sorte qu'elles soient acceptables, abordables et disponibles pour ceux qui en ont besoin dans les pays à faible revenu.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Le gouvernement britannique fournit un soutien à différentes organisations, y compris à la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), au dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (ACT) et dans le cadre de partenariats public-privé pour le développement de produits, qui sont des organisations à but non lucratif basées dans différents pays et travaillant avec des partenaires à travers le monde.
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Chaque organisation coopère avec un grand nombre d'institutions de santé internationales, nationales et régionales, de gouvernements nationaux, d'organisations gouvernementales régionales, d'entreprises du secteur privé, de grandes organisations de recherche et d'institutions dans de nombreux pays.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Chaque organisation coopère avec un grand nombre d'institutions de santé internationales, nationales et régionales, de gouvernements nationaux, d'organisations gouvernementales régionales, d'entreprises du secteur privé, de grandes organisations de recherche et d'institutions dans de nombreux pays.
<b>Nature des incitations</b>	Subventions et soutien en nature pour le développement de produits, à toutes les étapes du développement, y compris la validation des concepts, les essais cliniques, le transfert de technologie, le coût de l'approbation réglementaire, l'accès, la fabrication et la commercialisation.
<b>Implications financières</b>	317 millions de GBP
<b>Domaine technologique</b>	Santé humaine (produits destinés à la santé humaine, y compris du matériel de diagnostic, des médicaments, des vaccins, des microbicides, des insecticides, etc.)
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé
<b>Résultats ou impact</b>	Amélioration de la santé humaine, réduction du risque d'épidémies et de foyers de maladies, atténuation des effets des pandémies émergentes.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De 2017 à 2022
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Dr Jo Mulligan, Team Leader, Health Research, Research and Evidence Division, FCDO <a href="mailto:jo.mulligan@fcdo.gov.uk">jo.mulligan@fcdo.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Recherche appliquée sur l'énergie et la croissance économique</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Réunir des données probantes sur la façon dont les réformes sectorielles, les technologies innovantes et les solutions issues des meilleures pratiques peuvent maximiser le bénéfice économique des projets énergétiques à plus grande échelle en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et faire profiter aux populations pauvres des avantages découlant de services énergétiques modernes.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Gouvernement britannique par l'intermédiaire du FCDO
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les recherches sont commandées par le responsable de la recherche, Oxford Policy Management, à des organismes de recherche, des institutions et des universités à la suite d'invitations à mener des travaux de recherche ouverts ou par pays. Toutes les subventions de recherche comprennent un volet consacré au renforcement des capacités locales.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Bangladesh; Malawi; Mozambique; Népal; Ouganda; Rwanda; Sierra Leone
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Partenariat entre les chercheurs et les bénéficiaires dans les PMA, y compris les universités, les groupes de recherche nationaux et les ONG disposant de capacités de recherche.
<b>Nature des incitations</b>	Subventions pour la recherche par le biais d'appels à propositions concurrentiels.
<b>Implications financières</b>	Le fonds affecté au programme de recherche appliquée sur l'énergie et la croissance économique s'élève à 15,5 millions de GBP.
<b>Domaine technologique</b>	Énergie – Accès au réseau d'électricité et fiabilité du réseau; utilisation productive d'électricité et énergie renouvelable à grande échelle.
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies d'atténuation des effets du changement climatique
<b>Résultats ou impact</b>	Amélioration de la capacité de planification et d'aide à la décision pour les pays partenaires des PMA. Sur le financement alloué au programme, 4 millions de GBP sont utilisés pour la mise en application de la recherche.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De juin 2016 à septembre 2022.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://energyeconomicgrowth.org/content/about-eeq">https://energyeconomicgrowth.org/content/about-eeq</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Andy Hinsley, FCDO

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Recherche appliquée sur le transport de colis volumineux</b>
<b>Objectif ou objet</b>	La recherche sur le transport de colis volumineux porte sur les réseaux routiers et ferroviaires stratégiques, tant du point de vue des passagers que du fret, le long des corridors de transport nationaux et régionaux ainsi que dans les villes des pays en développement en Afrique et en Asie du Sud. Ce programme de recherche appliquée a pour objectif de fournir des solutions fondées sur des données probantes à des problèmes de transport spécifiques ainsi que des orientations pour aider les gouvernements des pays en développement à prendre de meilleures décisions en matière d'investissements dans les transports afin de stimuler la croissance.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Gouvernement britannique par l'intermédiaire du FCDO
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les travaux de recherche sont commandés par le responsable de la recherche d'IMC Worldwide, aux universités, aux groupes de recherche nationaux et internationaux et aux organisations dotées de capacités de recherche.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Mozambique; Népal; Rwanda; Sierra Leone; Zambie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Les chercheurs et les bénéficiaires dans les universités des PMA, les groupes de recherche nationaux et les ONG disposant de capacités de recherche.
<b>Nature des incitations</b>	Subventions pour la recherche par le biais d'appels à propositions concurrentiels.
<b>Implications financières</b>	Le fonds affecté au programme de recherche appliquée sur le transport de colis volumineux s'élève à 18 millions de GBP.
<b>Domaine technologique</b>	Transport (routier et ferroviaire national, urbain)
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies d'atténuation des effets du changement climatique; autres (transport routier et ferroviaire de passagers et de marchandises; transport urbain; modes de transport à faible émission de dioxyde de carbone).
<b>Résultats ou impact</b>	Permettre aux pays à faible revenu de prendre de meilleures décisions concernant les investissements stratégiques et urbains dans les transports routiers et ferroviaires sûrs, aux émissions de carbone moins élevés et inclusifs.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De juillet 2015 à janvier 2023.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://transport-links.com/about/">https://transport-links.com/about/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Andy Hinsley, FCDO

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Croissance compatible avec le climat</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Créer les conditions voulues pour que les investissements dans les infrastructures dans les pays en développement soutiennent une croissance économique sobre en carbone. Pour ce faire, le programme de croissance compatible avec le climat fournit des outils et des éléments probants qui aident les décideurs en matière d'investissement dans les pays d'Afrique et d'Asie à suivre une approche intégrée et compatible avec le climat pour le déploiement de capitaux dans les infrastructures essentielles. Axées sur l'énergie et le transport, les recherches menées dans le cadre de ce programme s'intéressent à la façon dont la conception de l'infrastructure matérielle et les systèmes réglementaires et de marché peuvent promouvoir la décarbonisation et comment les différents systèmes d'infrastructure interagissent et peuvent évoluer pour garantir un avenir à faible intensité de carbone.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Gouvernement britannique par l'intermédiaire du FCDO
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les universités, les groupes de recherche nationaux et internationaux et les ONG disposant de capacités de recherche.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Bangladesh; Ouganda; Pakistan; République démocratique populaire lao; Zambie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Les universités, les groupes de recherche nationaux et les ONG disposant de capacités de recherche
<b>Nature des incitations</b>	Le volet partenariats nationaux du programme est soutenu par des subventions de recherche dans le cadre d'appels à propositions concurrentiels.
<b>Implications financières</b>	Le financement alloué au programme de croissance compatible avec le climat s'élève à 18 millions de GBP.
<b>Domaine technologique</b>	Essentiellement les systèmes et l'interdépendance des systèmes dans plusieurs autres secteurs infrastructurels. À l'origine, énergie et transports.
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies d'atténuation des effets du changement climatique; autres (technologie/innovation pertinente pour l'accès au réseau; fiabilité du réseau, utilisation efficace de l'électricité et énergies renouvelables à grande échelle.)
<b>Résultats ou impact</b>	Les prêteurs, les investisseurs et les pouvoirs publics identifient le schéma de développement à faible émission de carbone approprié et accèdent aux meilleurs modèles en termes de politique, de réglementation et de marché et options en matière d'atténuation des risques pour le mettre en œuvre.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	D'octobre 2020 à mars 2025.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://climatecompatiblegrowth.com/">https://climatecompatiblegrowth.com/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Andy Hinsley, FCDO

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Amélioration du réseau routier en zone rurale et des services de transport communautaires dans les pays à faible revenu (Research for Community Access Partnership – ReCAP)</b>
<b>Objectif ou objet</b>	La recherche menée dans le cadre du programme ReCAP visait à améliorer la base de connaissances factuelles sur: <ul style="list-style-type: none"> <li>- la planification, la conception, la construction et l'entretien de routes à faible débit rentables et fiables;</li> <li>- la planification et la fourniture de services de transport rural appropriés.</li> </ul> Le programme visait également à accroître la capacité locale (nationale) à lancer, réaliser et diffuser des travaux de recherche.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	FCDO
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les propositions émanent essentiellement des autorités des pays partenaires. La recherche a été commandée par le gestionnaire de la recherche, Cardno, par le biais d'invitations ouvertes à mener des travaux de recherche auxquelles les organismes de recherche, les institutions et les universités pouvaient répondre.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Afghanistan; Bangladesh; Liberia; Malawi; Mozambique; Myanmar; Népal; Ouganda; République démocratique du Congo; Sierra Leone; Zambie.
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Autorités des pays partenaires. Les projets devaient comprendre des chercheurs et des bénéficiaires d'un PMA partenaire.
<b>Nature des incitations</b>	Travaux de recherche conjoints, ateliers, projets de transfert de connaissances et événements, formation, soutien aux programmes d'études, visites d'étude.
<b>Implications financières</b>	28,5 millions de GBP
<b>Domaine technologique</b>	Transport
<b>Catégorie de technologie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Données factuelles issues de la recherche et renforcement des capacités</li> <li>- Fourniture d'infrastructures de transport: utilisation optimisée des ressources matérielles; gestion des actifs; mesure de l'accès aux routes Services de transport: mobilité, exploitation et réglementation; moyens intermédiaires de transport)</li> </ul>
<b>Résultats ou impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux responsables, praticiens et chercheurs des PMA d'élaborer des lignes directrices et des pratiques optimales pour la planification, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des routes rurales à faible débit.</li> <li>- Nouveau programme de master en leadership dans le domaine de l'ingénierie des transports du Centre for Sub-Saharan Transport Leadership.</li> <li>- Amélioration des capacités de planification et d'aide à la décision pour la construction de routes à faible débit dans les zones rurales des PMA.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Achevé
<b>Durée et calendrier</b>	De 2014 à 2020
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="http://research4cap.org/SitePages/Home.aspx">http://research4cap.org/SitePages/Home.aspx</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Andy Hinsley, FCDO

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Recherche macroéconomique dans les pays à faible revenu</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le programme de recherche macroéconomique dans les pays à faible revenu est un partenariat entre l'Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO) du Royaume-Uni et le Fonds monétaire international (FMI). Il vise à générer une recherche appliquée de haute qualité sur les questions macroéconomiques dans les pays à faible revenu et à veiller à ce qu'elle soit mise en application en collaborant avec les décideurs politiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du FMI. Cela suppose de déployer les résultats de la recherche macroéconomique, les boîtes à outils et les cadres dans les missions d'assistance technique et les cours de formation du FMI.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Gouvernement britannique par l'intermédiaire du FCDO
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Fonds monétaire international (FMI)
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Les principaux acteurs/bénéficiaires de la mise en application de la recherche macroéconomique dans les PMA sont les organismes publics (ministères des finances et banques centrales) et les bureaux nationaux du FMI.
<b>Nature des incitations</b>	Sans objet.
<b>Implications financières</b>	Le financement alloué au programme de recherche macroéconomique dans les pays à faible revenu s'élève à 19,8 millions de GBP sur 10 ans.
<b>Domaine technologique</b>	Politique macroéconomique, y compris les politiques fiscales, monétaires et structurelles.
<b>Catégorie de technologie</b>	Autre (cadres de politique macroéconomique)
<b>Résultats ou impact</b>	Amélioration de la capacité d'élaboration des politiques macroéconomiques dans les pays à faible revenu, qui peut accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De juin 2012 à mars 2023.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.imf.org/external/np/res/dfidimf/">https://www.imf.org/external/np/res/dfidimf/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Andy Hinsley, FCDO

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Évaluations d'impact sur le transport urbain, les couloirs de transport et la sécurité routière dans les banques multilatérales de développement et les programmes bilatéraux (ieConnect)</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le programme vise à accroître la possibilité de mener et d'utiliser des travaux de recherche rigoureux ainsi que la disponibilité d'éléments factuels issus des évaluations d'impact en vue de la sélection, la conception et la mise en œuvre de projets d'infrastructures de transport, en particulier dans les pays à revenus faible et intermédiaire de la tranche inférieure ou dans les États fragiles et touchés par des conflits. Des évaluations d'impact sur la mobilité urbaine, les couloirs de transport, la sécurité routière et les routes en zone rurale sont réalisées dans le cadre du programme. Le programme collabore avec les partenaires du secteur public et des banques multilatérales de développement dans le pays pour réaliser les évaluations et utilise celles-ci pour les activités de formation et de renforcement des capacités (transfert de connaissances) réalisées dans les PMA.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	FCDO par l'intermédiaire de la Banque mondiale
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les partenaires comprennent les autorités des pays en développement en tant que décideurs des projets et politiques dans le domaine des transports, les banques multilatérales de développement en tant que principaux investisseurs dans le secteur et la société civile en tant qu'exécutante et influenceuse. Les propositions sont conduites par l'équipe de la Banque mondiale chargée de l'évaluation de l'impact sur le développement (DIME) et les fonctionnaires du pôle de Pratiques mondiales Transport de la Banque mondiale, en collaboration avec les autorités des pays partenaires. La recherche est commandée en interne à la Banque mondiale par le Fonds d'affectation spéciale pour l'évaluation d'impact de la DIME, par le biais d'invitations ouvertes à la recherche auxquelles le personnel de la Banque mondiale peut répondre.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Guinée-Bissau; Kenya; Liberia; Malawi; Mozambique; Népal; Nicaragua; Nigéria; Pakistan; Rwanda; Sénégal; Tanzanie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Les gouvernements partenaires ou les banques multilatérales de développement. La recherche est commandée en interne à la Banque mondiale par le Fonds d'affectation spéciale pour l'évaluation d'impact de la DIME, par le biais d'invitations ouvertes à la recherche auxquelles le personnel de la Banque mondiale peut répondre.
<b>Nature des incitations</b>	Travaux de recherche conjoints, ateliers, projets de transfert de connaissances et événements, formation, soutien aux programmes d'études, visites d'étude. La Banque mondiale couvre une partie des coûts des évaluations d'impact, le partenaire couvrant la majorité de ceux-ci. Une incitation importante réside dans les nombreuses activités de formation et de renforcement des capacités dont bénéficient les fonctionnaires par le biais de l'approche fondée sur l'apprentissage par la pratique au fil de plusieurs années de collaboration.
<b>Implications financières</b>	12,25 millions de GBP sur 5 ans
<b>Domaine technologique</b>	Transport
<b>Catégorie de technologie</b>	Autre (transfert de connaissances pour les évaluations d'impact)
<b>Résultats ou impact</b>	Le programme ieConnect vise à accroître l'utilisation de données probantes en vue de l'élaboration de politiques, de la prise de décision et de l'élaboration de projets, ce qui contribue à un développement économique et à une réduction de la pauvreté plus rapides, plus équitables et plus inclusifs. Pour ce faire, le programme accroît la quantité de données disponibles, incite les gouvernements et les banques multilatérales de développement à réaliser des évaluations d'impact sur leurs projets, améliore leur capacité à réaliser et à utiliser les évaluations d'impact et diffuse les données. Même si une grande partie de l'impact se produira à la fin des évaluations, il ressort du programme ieConnect que 56% des études de référence en matière d'évaluation d'impact (au début) ont utilement contribué à la conception ou à la mise en œuvre des projets de prêt. Actuellement, 34 évaluations d'impact sont en cours de réalisation dans le cadre du programme, dont 31 bénéficient de l'appui du FCDO.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De novembre 2016 à mars 2022
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.worldbank.org/en/research/dime/brief/transport">https://www.worldbank.org/en/research/dime/brief/transport</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Andy Hinsley, FCDO



<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Programme pour l'amélioration de la santé dans le monde</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Ce programme vise à soutenir une plus grande espérance de vie et une productivité et croissance économique plus fortes dans nos pays partenaires. Pour avoir un impact d'aussi large portée, le programme poursuit 2 objectifs de santé majeurs: <ul style="list-style-type: none"> <li>- S'attaquer au problème des décès prématurés et des maladies imputables aux maladies non transmissibles comme le diabète et les affections cardiaques.</li> <li>- Réduire les cas de mortalité et de morbidité prématurées (par exemple, les infections nosocomiales) en améliorant l'accès à des soins sûrs et de qualité.</li> </ul>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Le FCDO finance la collaboration technique par le biais de contrats commerciaux avec ses 4 partenaires de mise en œuvre et d'un mémorandum d'accord avec son partenaire stratégique (un consortium d'organisations du service national de santé (NHS)).
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Myanmar
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Les 4 partenaires de mise en œuvre peuvent sous-traiter l'expertise technique au niveau mondial.
<b>Nature des incitations</b>	Le FCDO finance ses partenaires chargés de la mise en œuvre et ses partenaires stratégiques afin qu'ils fournissent une assistance/collaboration technique aux bénéficiaires dans les systèmes de santé de nos pays partenaires.
<b>Implications financières</b>	Budget initial à hauteur de 79,3 millions de GBP au titre de l'APD.
<b>Domaine technologique</b>	Assistance/collaboration technique pour le renforcement des systèmes de santé.
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé
<b>Résultats ou impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Résultat 1: Couverture plus large et meilleure utilisation du soutien et des services effectifs de prévention, de traitement et de gestion des maladies non transmissibles.</li> <li>- Résultat 2: Amélioration de l'accès équitable à des soins de santé sûrs et de qualité.</li> <li>- Impact: Assurer des vies en bonne santé et promouvoir le bien-être (Objectif de développement durable n° 3) en réduisant la mortalité prématurée due aux maladies non transmissibles par la prévention, le traitement et la gestion des maladies et la qualité des soins.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	Le programme a débuté en 2019 et devrait se poursuivre jusqu'à la fin de 2022.
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.gov.uk/government/publications/better-health-programme">https://www.gov.uk/government/publications/better-health-programme</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Henry Eddlestone (Head of Global Better Health Programme, FCDO) <a href="mailto:Henry.eddlestone@fcdo.gov.uk">Henry.eddlestone@fcdo.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds pour l'innovation dans le domaine humanitaire</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le Fonds pour l'innovation dans le domaine humanitaire développe et teste des innovations dans le système humanitaire. C'est un programme de subventions indépendant, auquel peut participer l'ensemble de la communauté humanitaire.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Enhancing Learning and Research for Humanitarian Assistance (ELRHA)
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Allocations accordées aux établissements universitaires/organismes de recherche, au secteur privé ou aux ONG.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Allocations accordées aux établissements universitaires, au secteur privé ou aux ONG.
<b>Nature des incitations</b>	Processus concurrentiel d'octroi des allocations basé sur des appels à propositions sur des sujets spécifiques. Des allocations plus importantes sont prévues pour les innovations ayant démontré leur faisabilité commerciale.
<b>Implications financières</b>	15 millions de GBP
<b>Domaine technologique</b>	Personnes touchées par des crises humanitaires
<b>Catégorie de technologie</b>	Autres (technologies dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), technologie d'assistance aux personnes handicapées)
<b>Résultats ou impact</b>	Améliorer les résultats pour les personnes touchées par les crises humanitaires en identifiant, en encourageant et en partageant des solutions plus efficaces et adaptables.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De 2019 à 2023
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.elrha.org/programme/hif/">https://www.elrha.org/programme/hif/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Tarah Friend, <a href="mailto:t-friend@dfid.gov.uk">t-friend@dfid.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Insuffler de l'espoir en période de conflit</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le programme "Insuffler de l'espoir en période de conflit" est un fonds d'encouragement qui permet de soutenir l'innovation dans le domaine humanitaire en temps de conflit. Il identifie et adapte les innovations qui mettent en application de nouvelles connaissances, technologies et approches pour accroître les chances de survie ou améliorer la vie des personnes les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre lors des crises humanitaires causées par des conflits.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Allocations au titre de Grands Défis Canada
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Allocations accordées aux établissements universitaires/organismes de recherche, au secteur privé ou aux ONG.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Allocations accordées aux établissements universitaires, au secteur privé ou aux ONG.
<b>Nature des incitations</b>	Subventions d'amorçage (des subventions plus modestes sont accordées aux innovations prometteuses en phase de démarrage et aux projets en voie de mise à l'échelle, les subventions plus importantes étant réservées aux innovations plus matures ayant démontré leur faisabilité commerciale et qui sont considérées comme prêtes à être déployées). Ces projets sont sélectionnés par le biais de demandes de propositions ouvertes visant les innovations susceptibles de bénéficier de subventions d'amorçage et par une combinaison d'appels et d'invitations plus ciblés concernant les projets en voie de mise à l'échelle.
<b>Implications financières</b>	La valeur viagère totale du programme est aujourd'hui d'environ 28 millions de GBP. La contribution du Royaume-Uni est de 9 millions de GBP.
<b>Domaine technologique</b>	Personnes touchées par des crises humanitaires
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé; technologies durables ou respectueuses de l'environnement; alimentation et agriculture; technologies de l'information et de la communication; technologies d'atténuation des effets du changement climatique; autres (technologies WASH)
<b>Résultats ou impact</b>	Meilleur taux de survie et amélioration de la vie des populations les plus vulnérables touchées par des crises humanitaires dues à des conflits grâce à la mise en œuvre d'innovations humanitaires.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De 2019 à 2023
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://humanitariangrandchallenge.org/">https://humanitariangrandchallenge.org/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Tarah Friend, <a href="mailto:t-friend@dfid.gov.uk">t-friend@dfid.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Programme de collecte d'éléments probants pour guider l'action en matière de handicap (PENDA)</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le programme PENDA est un consortium dirigé par l'International Centre for Evidence in Disability de la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM), qui recueille des éléments probants concernant les expériences concluantes dans le domaine du développement incluant le handicap afin d'améliorer à long terme le bien-être et l'inclusion des personnes vivant avec un handicap dans les PMA. Le programme renforce les capacités des PMA par le biais d'un programme de doctorat destiné aux personnes handicapées et de formations dispensées aux instituts de recherche des PMA. Le programme PENDA fournit également des subventions aux instituts de recherche des PMA afin de leur permettre de réaliser des essais contrôlés randomisés dans le cadre de la recherche sur la prise en compte du handicap, tout en mettant au point des outils permettant d'améliorer la production de données probantes en matière de prise en compte du handicap.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Le FCDO et un bailleur de fonds philanthropique
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les entités réunissant les conditions requises pour bénéficier d'un financement sont les institutions de recherche universitaire, la priorité étant donnée à celles basées dans les pays à faible revenu et dans les PMA. La LSHTM s'associe à des chercheurs des PMA pour mener des recherches et recueillir des données dans 6 évaluations sur 10. Dans 4 évaluations sur 10, le programme PENDA commissionne les allocations, qui sont de préférence accordées aux établissements de recherche des PMA, afin de piloter les évaluations en partenariat avec des institutions universitaires britanniques ou internationales, si nécessaire.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur
<b>Nature des incitations</b>	L'objectif premier est de renforcer les capacités des chercheurs et des organismes de recherche dans les pays à faible revenu et dans les PMA, y compris par le biais de l'octroi d'allocations de recherche.
<b>Implications financières</b>	Un budget de 2,67 millions de GBP couvre le versement d'allocations à des partenariats de recherche dirigés par des PMA. Le programme de renforcement des capacités en matière de doctorat et de formation est doté d'un budget de 0,27 million de GBP. Un budget de 1,125 million de GBP est alloué aux partenariats de recherche des PMA avec des institutions des PMA afin de mener à bien des travaux de recherche dans le domaine du développement incluant le handicap, y compris le renforcement des capacités et le partage des connaissances et des méthodes de recherche.
<b>Domaine technologique</b>	Recherche Production de données probantes Impact Soins de santé Inclusion Essais contrôlés randomisés Connaissances partagées, approches méthodologiques, outils partagés, compétences et accès partagé aux données et aux logiciels
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé; autres (santé; éducation; moyens de subsistance; santé; inclusion/handicap; réduction de la stigmatisation)

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Programme de collecte d'éléments probants pour guider l'action en matière de handicap (PENDA)</b>
<b>Résultats ou impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances – Le programme génère des connaissances sur les expériences concluantes dans le domaine du développement incluant le handicap, qui sont expressément liées à l'éducation, à la santé, aux moyens de subsistance et à la réduction de la stigmatisation. Cela comprend, entre autres, la réalisation d'essais contrôlés randomisés (ECR) ou d'évaluations d'impact dans les pays à faible revenu et dans les PMA. Le programme met également l'accent sur l'inclusion de chercheurs nouveaux et existants dans ce domaine, en commissionnant une nouvelle série d'évaluations d'impact sur les domaines thématiques énumérés ci-dessus. 10 ECR seront réalisés au total, dont 6 seront réalisés par la LSHTM et 4 seront commissionnés sous forme de subventions.</li> <li>- Personnes – Le programme s'emploie à améliorer les moyens de recherche sur le développement incluant le handicap moyennant 1) la collaboration et le soutien aux partenaires universitaires des pays à faible revenu et des PMA; 2) la formation d'universitaires présentant un handicap dans les pays du Sud dans le cadre d'un programme de doctorat (y compris dans les PMA); 3) la formation de personnes atteintes d'un handicap pour qu'elles participent à la collecte et à l'analyse des données; 4) le renforcement de la renommée des partenaires du Sud en matière de recherche sur le développement incluant le handicap. 3 bourses de doctorat seront accordées et 12 organisations verront leurs capacités renforcées en matière de recherche sur le développement incluant le handicap.</li> <li>- Outils – Le programme met au point et valide des outils pour aider à évaluer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas en matière de développement incluant le handicap. Cela comprend 4 indicateurs quantitatifs et des approches qualitatives, qui sont incorporés aux essais pour être testés. Ces outils constitueront des biens publics mondiaux pertinents pour tous les chercheurs dans les pays à revenu élevé, moyen et faible, et dans les PMA.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	Programme de 5 ans, de novembre 2018 à novembre 2023
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.lshtm.ac.uk/research/centres-projects-groups/penda">https://www.lshtm.ac.uk/research/centres-projects-groups/penda</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Georgie Gaskell, Project Manager, LSHTM, <a href="mailto:Georgina.Gaskell@lshtm.ac.uk">Georgina.Gaskell@lshtm.ac.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Programme de partenariat mondial pour la recherche</b>
<b>Objectif ou objet</b>	<p>Il s'agit d'un programme de recherche trilatéral mis en œuvre avec UK Research and Innovation (UKRI) et le Département de biotechnologie du gouvernement indien. Il a pour but de répondre aux défis mondiaux urgents liés au développement en matière de sécurité alimentaire et de santé maternelle et infantile en associant le meilleur de la science britannique et indienne à l'expérience des pays en développement d'Asie et d'Afrique.</p> <p>Ce programme offre un moyen innovant d'élargir la coopération entre le Royaume-Uni et l'Inde à de nouveaux partenariats tripartites dans le domaine de la science et de la recherche. Les résultats attendus sont les suivants: i) établir de nouveaux accords institutionnels et effectuer des travaux de recherche pour trouver de nouvelles solutions aux grands problèmes de développement; ii) tester des innovations/modèles d'un genre nouveau dans différents contextes environnementaux et culturels; et iii) créer la base de données mondiales pour la réduction de la pauvreté.</p>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Allocations versées aux organismes de recherche du Royaume-Uni, d'Asie et d'Afrique pour la réalisation de projets de recherche trilatéraux sur la base d'un appel d'offres. Le financement est fourni par le FCDO à l'UKRI [Conseil de la recherche médicale, Biotechnology and Biological Sciences Research Council] lequel alloue des fonds aux organismes de recherche. Le programme est cofinancé par l'UKRI et le DBT; ce dernier finance les organismes de recherche indiens, tandis que le FCDO et l'UKRI soutiennent les partenaires des pays en développement et du Royaume-Uni dans le domaine de la recherche.
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Chaque projet comprend au moins un partenaire du Royaume-Uni et un partenaire d'un pays en développement admis à participer au concours.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Bangladesh; Malawi; Népal; Ouganda; Sierra Leone; Tanzanie; Zambie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	Un soutien a été apporté à 18 projets de recherche collaborative dans 14 pays d'Asie et d'Afrique, y compris dans des PMA comme le Bangladesh, le Malawi, le Népal, l'Ouganda, la Sierra Leone, la Tanzanie et la Zambie.
<b>Nature des incitations</b>	Allocations en espèces pour la recherche, les collaborations transnationales et les voyages, et avantages non monétaires du renforcement des capacités de recherche par le biais de collaborations tripartites entre des organismes de recherche au Royaume-Uni, en Inde/Asie et en Afrique.
<b>Implications financières</b>	Le budget total au titre de l'APD alloué par le FCDO entre 2014 et 2024 s'élève à 6 128 571 GBP. Ce montant est financé par l'UKRI et le DBT.
<b>Domaine technologique</b>	Aquaculture au service du développement et santé maternelle et infantile
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé; alimentation et agriculture
<b>Résultats ou impact</b>	<p>Produire des données scientifiques de haute qualité qui auront un impact sur la pauvreté et la sécurité alimentaire en fournissant a) des résultats de recherche (par exemple des techniques de laboratoire et de terrain, des outils, de nouvelles connaissances, des recommandations politiques) élaborés conjointement par le biais de partenariats scientifiques internationaux trilatéraux et b) un renforcement des capacités individuelles et organisationnelles dans les pays en développement.</p> <p>Par exemple, un ensemble de données nouvelles sur l'incidence de l'utilisation d'antibiotiques pour l'aquaculture durable des crevettes en Asie du Sud assure la subsistance de milliers de personnes en Inde et au Bangladesh; de nouvelles découvertes sur l'immunogénétique des rotavirus auront des implications sur la mise en œuvre et l'élaboration des politiques vaccinales en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne; un nouveau dispositif primé permettant de prévenir la prééclampsie dans les contextes où les ressources manquent est testé dans plusieurs pays et sauve des vies dans des pays d'Asie et d'Afrique; et de nombreuses bourses d'études ont été financées dans le cadre de plusieurs projets.</p>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De février 2014 à mars 2024.

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Programme de partenariat mondial pour la recherche</b>
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	Les multiples projets ayant chacun un site Web, il n'est pas possible de tous les énumérer.
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Nupur Barua, Head FCDO South Asia Research Hub <a href="mailto:Nupur.barua@fcdo.gov.uk">Nupur.barua@fcdo.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Programme de l'ONG Get Safe Online pour le Commonwealth- Programme de cybersécurité et de technologie du Fond contre les conflits et pour la stabilité et la sécurité (CSSF)</b>
<b>Objectif ou objet</b>	L'objectif de ce programme est de protéger la population et les petites entreprises dans les pays en développement du Commonwealth qui connaissent une croissance rapide de l'accès à Internet, en promouvant des informations de haute qualité, opportunes et pertinentes et en assurant un accès gratuit à celles-ci, sur la manière dont elles peuvent se protéger.  Ce projet relève du CSSF. L'équipe de ce programme du CSSF soutient la réalisation des priorités actuelles et de celles qui seront probablement retenues à l'avenir concernant la stratégie nationale de cybersécurité du Royaume-Uni par le biais de projets de renforcement des capacités dans le monde entier.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Get Safe Online, une ONG basée au Royaume-Uni
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Ce projet fournira aux particuliers, aux entreprises et aux communautés des pays en développement des données librement accessibles, de haute qualité, opportunes et pertinentes, grâce auxquelles ils pourront prendre des mesures pour se protéger. Il sera appuyé par des campagnes de promotion locales qui viseront à faire passer les messages les plus importants à un public le plus large possible. Il transférera dans un nouvel environnement dont il y a tant besoin, tout un éventail de mesures relatives à la propriété intellectuelle et aux bonnes pratiques, avérées sur le plan économique et effectives en termes de prévention, élaborées au Royaume-Uni après des années d'expérience, et collaborera avec des parties prenantes et des partenaires de premier plan des secteurs public, privé et associatif ainsi que des milieux universitaires.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Rwanda; Îles Salomon
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature des incitations</b>	Fourniture de renseignements sur la cybersensibilisation et la cyberhygiène via des sites Web hébergés localement et appui à la réalisation de campagnes d'information.
<b>Implications financières</b>	2021-21: 1,5 million de GBP (coût total du projet); 0,15 million de GBP (dépenses estimées des PMA)
<b>Domaine technologique</b>	Cyberhygiène et de cybersensibilisation
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>Résultats ou impact</b>	Résultat 1: une ressource en ligne sur les cyberrisques, introduite localement et librement accessible, permettra à la population de comprendre les cyberrisques les plus susceptibles de lui causer le plus de préjudice et donc de mieux se protéger.  Résultat 2: des campagnes de sensibilisation et de promotion menées localement, mettant l'accent sur les risques les plus répandus et les plus élevés, renforceront la sensibilisation du public là où le besoin s'en fait plus vivement sentir.  Résultat 3: développement des capacités locales – création d'un réseau mondial de défenseurs de Commonwealth of Nations/Get Safe Online (CoNGA). Ces défenseurs du CoNGA seront pourvus des compétences et aptitudes adéquates et sélectionnés par les ministères fournissant un financement. Formés et soutenus par des experts du GSO, ils ont reçu du matériel didactique et des documents de séance et ont été habilités à organiser des mini-ateliers dans leur propre pays, en anglais et, si possible, dans les langues locales.  Selon un évaluateur indépendant, le fait de conjuguer campagnes de sensibilisation, événements pilotés par des ambassadeurs et sites Web axés sur les ressources s'est avéré efficace pour sensibiliser à la cybersécurité et répondre aux besoins des communautés; cela a modifié les comportements et permis d'élever le niveau de capacité d'une nation en matière de cybersécurité, comme l'indiquent les dimensions 2 et 3 du Cybersecurity Capacity Maturity Model for Nations (CMM) de l'Université d'Oxford.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Achévé



<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Programme de l'ONG Get Safe Online pour le Commonwealth- Programme de cybersécurité et de technologie du Fond contre les conflits et pour la stabilité et la sécurité (CSSF)</b>
<b>Durée et calendrier</b>	De juillet 2020 à mars 2021 (période du projet en cours) De 2018 à 2021 (durée totale du projet)
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.getsafeonline.org/get-safe-online-around-the-world/">https://www.getsafeonline.org/get-safe-online-around-the-world/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Tehrime Khan: <a href="mailto:Tehrime.Khan@fcdo.gov.uk">Tehrime.Khan@fcdo.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Lutte contre la cybercriminalité: Renforcer la législation, l'application des lois et la coopération internationale (Phase 1) – Programme de cybersécurité et de technologie du CSSF</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Encourager une approche véritablement intergouvernementale (justice pénale, FAI, équipes d'intervention d'urgence en matière de cybersécurité, ministères de l'intérieur et des affaires étrangères) pour faire face et répondre stratégiquement aux problèmes de cybercriminalité. Le projet apportera des changements stratégiques dans les tactiques, les opérations, la stratégie et la politique, renforçant ainsi la sécurité nationale, régionale et internationale. Ce programme répond directement aux priorités actuelles et futures de la stratégie nationale de cybersécurité du Royaume-Uni. L'objectif est de lutter contre les menaces à la cybersécurité, de renforcer la résilience, de promouvoir les technologies fiables et sûres et d'accroître notre influence au niveau international.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Niger; Sénégal; Burkina Faso; Angola; Mauritanie; Tchad – gouvernement et forces de l'ordre.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Angola; Burkina Faso; Mauritanie; Niger; Sénégal; Tchad
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	s.o.
<b>Nature des incitations</b>	Évaluations régionales des besoins en cybersécurité et formation au cyberpatrouilles, à la cyberinfiltration, aux cyberenquêtes et aux enquêtes sur la cryptologie et les cryptomonnaies en faveur du Niger, de la Mauritanie, du Tchad et du Sénégal.
<b>Implications financières</b>	Ce programme s'inscrit dans un programme plus vaste doté d'un budget total de 0,5 million de GBP. Le financement par pays n'est pas disponible.
<b>Domaine technologique</b>	Conseils et formation en matière de cyberpolitiques à l'intention des praticiens de la justice pénale et les forces de l'ordre.
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies de l'information et de la communication; autres
<b>Résultats ou impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir des conseils apolitiques, objectifs et spécialisés en matière de cyberpolitiques à de nombreux pays afin qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle dans les processus cyberpolitiques régionaux et internationaux, ainsi que dans la conception et le renforcement de leur cadre normatif de lutte contre la cybercriminalité.</li> <li>- Renforcer les capacités des praticiens de la justice pénale et des agents chargés de l'application de la loi sur les procédures d'enquête, de poursuite et de jugement concernant les infractions liées au cyberespace et commises dans le cyberespace.</li> </ul>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Achevé
<b>Durée et calendrier</b>	De novembre 2020 à mars 2021
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.unodc.org/unodc/en/cybercrime/index.html">https://www.unodc.org/unodc/en/cybercrime/index.html</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="mailto:Luke.champion@fcdo.gov.uk">Luke.champion@fcdo.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Programme de bourses destinées aux experts en cybersécurité afin de combler le manque de cybercompétences en Afrique: Une initiative du Fonds du Commonwealth pour la cybersécurité – Programme de cybersécurité et de technologie du CSSF</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Ce projet intérimaire, né dans la foulée des perturbations provoquées par la COVID-19, vise à redynamiser le programme de bourses destinées aux experts africains en cybersécurité, à organiser une réunion à distance des membres du réseau afin de lui donner un nouvel élan et à assurer la pérennité du réseau à long terme en amorçant son passage sous l'autorité du Secrétariat du Commonwealth. Ce programme répond directement aux priorités actuelles et futures de la stratégie nationale de cybersécurité du Royaume-Uni. L'objectif est de lutter contre les menaces à la cybersécurité, de renforcer la résilience, de promouvoir les technologies fiables et sûres et d'accroître notre influence au niveau international.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Protection Group International
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Malawi; Ouganda; Rwanda; Sierra Leone; Tanzanie; Zambie – autorités gouvernementales
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Malawi; Rwanda; Sierra Leone; Tanzanie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	s.o.
<b>Nature des incitations</b>	Ce projet de courte durée vise à assurer la continuité du programme de bourses destinées aux experts africains en cybersécurité lorsqu'il cessera d'être administré par le FCDO et le PGI et relèvera du Secrétariat du Commonwealth. L'objectif initial de ce programme était de créer un réseau opérationnel de 40 experts africains en politiques de cybersécurité, répartis dans une dizaine de pays, susceptible de faire office de pôle de diffusion des meilleures pratiques établies pour faire face aux principaux problèmes en matière de sécurité de l'information sur le continent. Après une période d'inactivité due à la pandémie mondiale de COVID-19, ce projet intérimaire a pour objectif de réactiver le réseau, d'organiser une réunion à distance entre les membres du réseau pour discuter des initiatives actuelles en matière de développement de la cybersécurité et d'amorcer le passage du réseau sous l'autorité du Secrétariat du Commonwealth.
<b>Implications financières</b>	Le budget global de ce projet, qui a été réalisé dans d'autres pays, était de 0,04 million de GBP. Une ventilation par pays n'est pas disponible.
<b>Domaine technologique</b>	Conseils et expertise en matière de cyberpolitiques
<b>Catégorie de technologie</b>	Autre
<b>Résultats ou impact</b>	Ce projet intérimaire, né dans la foulée des perturbations provoquées par la COVID-19, vise à redynamiser le programme de bourses destinées aux experts africains en cybersécurité, à organiser une réunion à distance entre les membres du réseau afin de lui donner un nouvel élan et à assurer la pérennité du réseau à long terme en amorçant son passage sous l'autorité du Secrétariat du Commonwealth.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Achevé
<b>Durée et calendrier</b>	Mars 2021
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://thecommonwealth.org">https://thecommonwealth.org</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="mailto:Michael.potter@fcdo.gov.uk">Michael.potter@fcdo.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Opérations africaines conjointes contre la cybercriminalité</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le projet vise à renforcer les capacités des services de lutte contre la cybercriminalité au sein des organes chargés de l'application de la loi dans la région Afrique afin de faire face effectivement aux cyberincidents. Par le biais d'opérations transjuridictionnelles conjointes dans la région, une action coordonnée sera menée afin de réduire l'incidence mondiale de la cybercriminalité et de protéger les communautés pour un monde plus sûr.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	L'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Les opérations africaines conjointes contre la cybercriminalité cibleront principalement les services chargés de l'application de la loi dans toute la région Afrique, mais les résultats escomptés comprennent une campagne de sensibilisation à la cyberhygiène dans le but d'informer le grand public de la région des mesures pouvant être prises pour assurer sa protection en ligne. Les autres résultats prévus comprennent: la création d'un bureau Afrique d'Interpol, composé, dans l'intervalle, de 12 personnes; l'établissement d'une collaboration avec les pays membres d'INTERPOL Afrique, y compris ceux reconnus par l'OMC comme étant des PMA, afin d'instaurer un cadre permettant d'apporter une réponse coordonnée à la cybercriminalité; la publication annuelle d'une évaluation de la menace cybercriminelle en Afrique afin d'informer les parties prenantes des principales menaces et de consolider les connaissances régionales; et la réalisation d'opérations aux niveaux régional et infrarégional afin de faire face collectivement aux cybermenaces sur la base de renseignements exploitables.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Angola; Rwanda; Sénégal; Tchad
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature des incitations</b>	Campagne en ligne – campagnes d'information et de sensibilisation destinées à lutter contre les menaces posées par la cybercriminalité au niveau des collectivités dans les États africains par le biais des réseaux sociaux et d'autres supports. Opérations – opérations interjuridictionnelles visant à lutter collectivement contre les cybermenaces dans la région. Rapport d'évaluation des menaces: Rapport annuel d'évaluation des menaces pour informer les services chargés de l'application de la loi en Afrique des principales cybermenaces auxquelles ils sont exposés et des lacunes identifiées en matière de capacités.
<b>Implications financières</b>	Ce projet fait partie d'un projet plus vaste qui a débuté en 2021 et doit prendre fin en 2023 pour une valeur totale estimée à 2,8 millions de GBP. Le financement par pays n'est pas disponible, d'autant plus que de nombreuses activités seront réalisées conjointement et impliqueront un certain nombre de pays en même temps.
<b>Domaine technologique</b>	Cyberhygiène, cybersensibilisation et cyberopérations
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>Résultats ou impact</b>	Résultat 1: Création du bureau Afrique d'INTERPOL chargé de la lutte contre la cybercriminalité avec le recrutement initial et l'intégration de 12 personnes.  Résultat 2: Mise en œuvre d'une stratégie africaine de lutte contre la cybercriminalité au niveau régional.  Résultat 3: Renforcement de la coopération régionale entre les services chargés de l'application de la loi grâce à des opérations conjointes anti-cybercriminalité menées par le Bureau Afrique d'INTERPOL.  Résultat 4: Renforcement de la souplesse opérationnelle des services chargés de l'application de la loi des États africains afin qu'ils puissent mener des opérations dynamiques et agiles pour soutenir les efforts proactifs déployés contre la cybercriminalité grâce à l'utilisation des plates-formes de collaboration virtuelle d'INTERPOL.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	De 2021 à 2023
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.interpol.int/en/Crimes/Cybercrime/Cybercrime-operations/AFJOC-African-Joint-Operation-against-Cybercrime">https://www.interpol.int/en/Crimes/Cybercrime/Cybercrime-operations/AFJOC-African-Joint-Operation-against-Cybercrime</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Simeon Onaji – <a href="mailto:simeon.onaji@fcd0.gov.uk">simeon.onaji@fcd0.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Ministère de l'intérieur – Projet NCRA+ d'évaluation nationale des cyberrisques – Programme de cybersécurité et de technologie du CSSF</b>
<b>Objectif ou objet</b>	<p>Les exigences auxquelles le projet NCRA+ doit répondre sont fondées sur les évaluations nationales menées avec l'Ouganda, le Cameroun, la Sierra Leone et le Malawi au cours de l'exercice financier 2019/20 et sur un atelier de renforcement des capacités organisé au Malawi en novembre 2019 (auquel ont participé 10 pays africains du Commonwealth).</p> <p>Ce projet cherchera à faire participer les 19 pays africains du Commonwealth.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des projets NCRA supplémentaires sont prévus pour les pays qui n'ont pas fait partie de la première vague du projet auquel 4 pays ont participé.</li> <li>- Les exigences sont les suivantes: Apporter un appui aux 4 pays ayant déjà reçu une formation NCRA afin de personnaliser le processus et les outils connexes pour répondre à leurs besoins en vue du deuxième NCRA.</li> <li>- Élaborer des actions de formation et des orientations pour renforcer les capacités nationales en matière de cybersécurité.</li> <li>- Fournir une solution d'apprentissage à distance NCRA via un portail Web.</li> <li>- Organiser un atelier de renforcement des capacités des pays et des communautés du Commonwealth africain pour ses 19 pays membres.</li> </ul> <p>Ce projet relève du CSSF. L'équipe de ce programme du CSSF soutient la réalisation des priorités actuelles et de celles qui seront probablement retenues à l'avenir concernant la stratégie nationale de cybersécurité du Royaume-Uni par le biais de projets de renforcement des capacités dans le monde entier.</p>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	FCDO
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Représentants du gouvernement, autorités nationales
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Malawi, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature des incitations</b>	Formation à l'évaluation des cyberrisques, accès aux modules d'apprentissage en ligne, ateliers
<b>Implications financières</b>	Coût total du projet pour la période 2020/21: 0,7 million de GBP Le financement par pays n'est pas disponible.
<b>Domaine technologique</b>	Cyberrisques, cyberhygiène, lutte contre la cybercriminalité
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>Résultats ou impact</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'information/la sensibilisation à la cybersécurité a été améliorée dans les 16 pays africains du Commonwealth qui ont participé au projet NCRA+ (ce dont attestent les commentaires recueillis lors de la conférence de novembre et des ateliers).</li> <li>2. Les vulnérabilités en matière de cybersécurité sont mises en évidence dans le cadre du projet NCRA+, ce qui a permis à l'Ouganda, au Cameroun, à la Sierra Leone et au Malawi de se concentrer sur l'atténuation des risques. Les sessions de formation organisées dans le cadre de la conférence de novembre 2020 et les simulations de cyberattaques ont fourni des exemples pratiques de vulnérabilités en matière de cybersécurité et de mesures d'atténuation.</li> <li>3. Les compétences et les capacités des 16 pays africains du Commonwealth participants ont été améliorées grâce aux formations en ligne, aux exercices de simulation, aux renseignements actualisés fournis sur les menaces et aux ateliers consacrés aux cybercompétences, à la lutte contre la cybercriminalité, à la protection des infrastructures nationale essentielles, aux tests/exercices et à la gestion des incidents.</li> </ol>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Autre (le projet pour la période 2020/21 est achevé mais la phase suivante est en préparation)
<b>Durée et calendrier</b>	De juillet 2020 à mars 2021 (période du projet en cours) (Durée totale du projet: d'avril 2018 à mars 2021, poursuite en 2022)

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Ministère de l'intérieur – Projet NCRA+ d'évaluation nationale des cyberrisques – Programme de cybersécurité et de technologie du CSSF</b>
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Tehrime Khan – <a href="mailto:Tehrime.Khan@fcdo.gov.uk">Tehrime.Khan@fcdo.gov.uk</a> Kavisha Assani – <a href="mailto:Kavisha.Assani@fcdo.gov.uk">Kavisha.Assani@fcdo.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Renforcer les capacités des Équipes nationales de réponse aux incidents de sécurité informatique (National Computer Security Incident Response Teams – nCSIRT) et promouvoir les normes internationales relatives à la cybersécurité et les compétences dans ce domaine dans les pays du Commonwealth à faible revenu et à revenu intermédiaire</b>
<b>Objectif ou objet</b>	<p>Durant l'exercice financier 2019/20, le projet a été axé sur le renforcement des capacités collectives en matière de cybersécurité dans les pays du Commonwealth à faible revenu et à revenu intermédiaire et sur la création de liens entre eux par le biais de 3 ateliers régionaux organisés au Royaume-Uni et qui ont réuni les représentants de 40 pays du Commonwealth; 29 pays ont participé à l'atelier final qui a également eu lieu au Royaume-Uni.</p> <p>Au cours de l'exercice financier 2020/21, le projet a cherché à développer plus encore la communauté des pays du Commonwealth en facilitant l'échange de renseignements au moyen d'une plate-forme en ligne destinée aux praticiens de la cybersécurité du Commonwealth ("CCPC"). Parallèlement, une série de webinaires a été consacrée au développement des compétences techniques. Les normes et les procédures à appliquer pour assurer la maturité des Équipes nationales de réponse aux incidents de sécurité informatique ont été évoquées dans le cadre de ces séminaires en ligne. Un programme de mentorat s'est employé à faire progresser plusieurs pays ayant identifié les grands problèmes rencontrés pour développer les capacités de leur Équipe nationale de réponse aux incidents de sécurité informatique. Parmi les problèmes communs à ces pays, on peut citer des ressources insuffisantes, un manque de connaissances et de compétences, et des priorités nationales concurrentes. Il ressort clairement du deuxième cycle du programme que la conjugaison du partage de renseignements et de l'apprentissage par les pairs/à distance, ainsi que le fait de centrer l'attention mis sur un certain nombre de pays pour les aider à surmonter les problèmes rencontrés pour mettre en place leur Équipe nationale de réponse aux incidents de sécurité informatique, est une approche très efficace pour améliorer les capacités et la cybersensibilisation. Durant l'exercice financier 2021/22, il faudra continuer de renforcer la CCPC dirigée par le Royaume-Uni afin d'aider davantage les États membres à améliorer les capacités de leur Équipe nationale de réponse aux incidents de sécurité informatique et à promouvoir les normes internationales en matière de cybersécurité et les compétences dans ce domaine dans l'ensemble du Commonwealth.</p>
<b>Organisme offrant les incitations Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	<p>Organisme de mise en œuvre – Torchlight Group</p> <p>Le programme restera en contact avec les États membres du Commonwealth ayant participé au cycle antérieur et dressera le bilan de leur situation actuelle de façon concertée, développera leurs capacités et encouragera la participation communautaire et l'échange de renseignements par le truchement de la CCPC.</p> <p>La CCPC fera office de point de contact pour encourager l'apprentissage entre pairs et la collaboration entre États par le biais de la tenue de discussions informelles, de l'organisation de webinaires ciblés et de l'hébergement d'une bibliothèque de ressources de base. Torchlight Group soutiendra l'apprentissage ainsi mis au point en donnant accès à sa plate-forme en ligne/par application Web dédiée à l'éducation et à la sensibilisation à la cybersécurité, accréditée par le Royaume-Uni.</p> <p>En s'appuyant sur les acquis du programme précédent, Torchlight Group actualisera l'analyse des besoins en formation à distance afin d'identifier les lacunes en matière de compétences et les besoins des pays de la communauté et de définir les domaines spécifiques qui devraient être abordés lors des webinaires non connectés et des discussions en direct, y compris d'arrêter la liste des pays qui feront partie du programme de mentorat. Le résultat est toujours axé sur le développement des capacités des Équipes nationales de réponse aux incidents de sécurité informatique et le partage de renseignements au sein de la communauté. L'analyse des besoins en formation à distance sera également utilisée en vue de la conception et de l'élaboration du matériel de formation en ligne, qui sera téléchargé sur le site de la CCPC afin que les membres de la plate-forme puissent y avoir accès.</p>
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Gambie; Îles Salomon; Malawi; Mozambique; Zambie
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Renforcer les capacités des Équipes nationales de réponse aux incidents de sécurité informatique (National Computer Security Incident Response Teams – nCSIRT) et promouvoir les normes internationales relatives à la cybersécurité et les compétences dans ce domaine dans les pays du Commonwealth à faible revenu et à revenu intermédiaire</b>
<b>Nature des incitations</b>	En s'appuyant sur les acquis du programme et les formulaires d'auto-évaluation remplis dans le cadre du programme précédent, Torchlight Group effectuera une analyse des besoins en formation à distance afin d'identifier les lacunes en matière de compétences et les besoins des membres de la communauté et de déterminer sur quels domaines précis devraient porter la formation et les activités de mentorat, le résultat attendu étant d'améliorer les capacités de l'Équipe nationale de réponse aux incidents de sécurité informatique et le partage de renseignements entre les membres. C'est sur la base de l'analyse des besoins en formation à distance que seront conçus et élaborés la formation en ligne et le matériel d'encadrement qui seront diffusés lors d'interventions en ligne régulières prévues sur la CCPC avec chacun des pays concernés, par région ou par thème, par le biais de webinaires en direct, d'instructions en ligne et des réunions ordinaires du Conseil de la formation professionnelle. La CCPC a vocation à perdurer sous la direction du Royaume-Uni, ce qui permettra de maintenir la communauté d'intérêts et d'assurer la poursuite du partage de renseignements.
<b>Implications financières</b>	De mars 2020 à mars 2021: 0,5 million de GBP De mars 2021 à septembre 2021: 0,2 million de GBP Le financement par pays n'est pas disponible.
<b>Domaine technologique</b>	Renforcement des capacités des Équipes nationales de réponse aux incidents de sécurité informatique, création d'une communauté du Commonwealth d'échange de renseignements et promotion des normes internationales en matière de cybersécurité et des compétences en la matière dans les pays du Commonwealth à faible revenu et à revenu intermédiaire.
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies de l'information et de la communication; autres
<b>Résultats ou impact</b>	Résultat 1: Reprise de la collaboration et création d'une communauté d'intérêts en ligne concernant les Équipes nationales de réponse aux incidents de sécurité informatique. Le projet est mené sur la base d'une collaboration active dans 44 des 54 pays du Commonwealth. Au total, 37 pays se sont enregistrés en vue de devenir membres de la CCPC. La CCPC a été établie en s'appuyant sur la collaboration des délégués au cours de la première phase du projet en 2019, les appels initiaux en faveur d'une reprise de la collaboration et les appels plus larges lancés à d'autres partenaires de mise en œuvre de la création de capacités en matière de cybersécurité. La CCPC a produit des résultats et comprend 3 grands domaines – les ressources, le partage de renseignements rétrospectifs et l'apprentissage à distance.  Résultat 2: Convenir du plan du projet pour accroître les capacités des Équipes nationales de réponse aux incidents de sécurité informatique. L'analyse des besoins en formation a été effectuée sur la base des renseignements recueillis lors des appels à la reprise de la collaboration. Un rapport initial a été présenté afin de décider qui recevrait un soutien au titre du programme de mentorat et quelles sessions auraient lieu sous la forme de webinaires. 20 pays ont été passés en revue aux fins du programme de mentorat. 10 pays ont été sélectionnés pour bénéficier de 4 à 8 appels dans le cadre du mentorat.  Résultat 3: Organisation d'une formation en ligne et de services de mentorat afin d'améliorer les capacités des Équipes nationales de réponse aux incidents de sécurité informatique. 10 webinaires techniques ont été organisés de novembre 2020 à février 2021.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Autre (achèvement prévu en septembre 2021)
<b>Durée et calendrier</b>	De 2019 à 2021
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	s.o.
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="mailto:Kavisha.Assani@fcdo.gov.uk">Kavisha.Assani@fcdo.gov.uk</a>



<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Projet global conjoint d'analyse de la cybersécurité</b>
<b>Objectif ou objet</b>	<p>Ce projet est chargé des activités de lancement d'un programme pluriannuel (1+1+1) de renforcement des capacités internationales en matière de cybersécurité qui regroupe les évaluations du modèle de maturité des capacités de l'Université d'Oxford, les évaluations nationales des cyberrisques et le développement de la Stratégie nationale en matière de cybersécurité dans un programme unique intégré d'assistance du Royaume-Uni. Le projet vise à collaborer avec les autorités nationales de chaque pays afin d'offrir les avantages suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la résilience des systèmes publics.</li> <li>- Améliorer la cybergouvernance.</li> <li>- Améliorer la cybersécurité et la résilience des systèmes cruciaux dans les 6 pays cibles et, par extension, améliorer la sécurité de tous les systèmes britanniques dépendants.</li> <li>- Renforcer le rôle de chef de file et l'influence du Royaume-Uni à l'étranger.</li> <li>- Identifier les opportunités commerciales qui s'offrent aux entreprises britanniques.</li> </ul>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Ministère de l'intérieur, gouvernement britannique
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Rwanda
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature des incitations</b>	La conception de l'approche intégrée en est maintenant à un stade avancé et l'approche intégrée pourra être utilisée dans la mise en œuvre des projets nationaux au début de l'exercice financier 2021/22. Le modèle a été testé de différentes manières dans le cadre des ateliers organisés régulièrement avec le Centre mondial des capacités en matière de cybersécurité de l'Université d'Oxford et a été progressivement affiné. Les rôles de tous les participants au processus ont été modélisés, ce qui a permis de clarifier les choses.
<b>Implications financières</b>	De décembre 2020 à mars 2021: 0,15 million de GBP
<b>Domaine technologique</b>	
<b>Catégorie de technologie</b>	Autre
<b>Résultats ou impact</b>	<p>Résultat 1: Créer un groupe de travail sur la mise en œuvre intégrée. Mettre en place une équipe de personnes possédant les compétences appropriées en octobre pour mener à bien la phase de lancement. Établir un groupe d'experts représentatif chargé d'assurer la coordination au niveau opérationnel.</p> <p>Résultat 2: Achever les évaluations de pays (faisabilité, risques et problèmes) et établir un premier contact avec les autorités nationales. Évaluer l'état de préparation de chaque pays et le décrire dans un modèle type qui décrit avec exactitude comment notre approche a été adaptée.</p> <p>Résultat 3: Lancement du projet pilote dans un pays sélectionné. Mener une première expérience concrète de collaboration avec l'un des pays cibles pour éclairer notre approche et déterminer les progrès initiaux en vue de la réalisation du projet dans le pays pilote.</p> <p>Résultat 4: Mettre au point un modèle intégré de mise en œuvre dans le pays. Élaborer une méthode documentée, analysée et approuvée permettant de regrouper la stratégie et les produits d'évaluation.</p>
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Achévé
<b>Durée et calendrier</b>	De décembre 2020 à mars 2021

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Projet global conjoint d'analyse de la cybersécurité</b>
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	S.O.
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="mailto:Kavisha.Assani@fcdo.gov.uk">Kavisha.Assani@fcdo.gov.uk</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>CAPRICA Plus: renforcement des capacités en matière de détection et de signalement des cyberattaques, plus particulièrement dans la région Afrique et la zone Indo-Pacifique (en conjuguant l'expansion des honeynets, l'élargissement des activités de "sinkholing" et la sensibilisation) – Programme de cybersécurité et de technologie du CSSF</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Améliorer les services d'intérêt général avérés de la Fondation Shadowserver en mettant l'accent sur l'élargissement de la couverture en Afrique et dans la zone Indo-Pacifique, en développant son réseau mondial de honeypots à la pointe du progrès, en ajoutant de nouvelles applications Web et des capacités améliorées de détection des attaques IoT, en élargissant les activités de sensibilisation et de collaboration, en améliorant les activités de sinkholing de logiciels malveillants/de botnets et en accroissant le volume et les types de flux de données quotidiens d'élimination des réseaux fournis gratuitement aux Équipes nationales de réponse aux incidents de sécurité informatique et aux propriétaires de réseaux dans le monde.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Fondation Shadowserver
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Organismes nationaux chargés d'Internet (équipes d'intervention d'urgence en matière de cybersécurité/équipes de réponse aux incidents de sécurité informatique/autorités déléguées) Propriétaires de réseaux Ministères chargés des technologies de l'information et leurs représentants
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Îles Salomon; Malawi; Rwanda; Togo
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature des incitations</b>	Communication gratuite de renseignement et accès aux rapports les plus récents sur les cybermenaces
<b>Implications financières</b>	Coût total du projet de février à mars 2021: 0,5 million de GBP. Le financement par pays n'est pas disponible.
<b>Domaine technologique</b>	Renseignements sur les cybermenaces, sensibilisation aux cyberrisques
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies de l'information et de la communication; autres
<b>Résultats ou impact</b>	Par le biais du financement du Programme de cybersécurité et de technologie du CSSF, la Fondation Shadowserver a élargi sa couverture en Afrique et dans la zone Indo-Pacifique, ce qui a permis à 30 nouvelles équipes d'intervention d'urgence en matière de cybersécurité/équipes de réponse aux incidents de sécurité informatique dans les régions cibles de demander à recevoir les relevés quotidiens gratuits d'état du réseau établis par la Fondation Shadowserver – qui contiennent des informations de base sur la cybersécurité auxquelles nombre d'entre elles n'avaient pas accès auparavant, contribuant ainsi à développer et à améliorer la cyberrésilience dans les régions. Par ailleurs, 31 nouveaux CVE ont été ajoutés aux honeypots du réseau de capteurs CAPRICA de Shadowserver et a élargi l'empreinte de 277 adresses IP sur 84 capteurs dans 29 pays. Cela améliore considérablement la capacité de la Fondation à surveiller les activités malveillantes sur Internet, mais aussi à aider les pays à être mieux au fait des cybermenaces, ce qui leur permet d'être mieux armés pour faire face aux cyberattaques.
<b>Statut du programme ou du projet</b>	Achevé
<b>Durée et calendrier</b>	De février 2021 à mars 2021
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.shadowserver.org/news/uk-foreign-commonwealth-development-office-funds-shadowserver-surge-in-africa-and-indo-pacific-regions/">https://www.shadowserver.org/news/uk-foreign-commonwealth-development-office-funds-shadowserver-surge-in-africa-and-indo-pacific-regions/</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Tehrime Khan – <a href="mailto:Tehrime.Khan@fcdo.gov.uk">Tehrime.Khan@fcdo.gov.uk</a>